



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 23 SEPTEMBRE 2015
GEMEENTERAAD VAN 23 SEPTEMBER 2015

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Luc Léonard, *Président du Conseil suppléant/De Voorzitter plaatsvervanger van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Pierre Vermeulen, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Jan Gypers, *Échevin(e)/Schepen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Tania Dekens, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:20
Opening van de zitting om 19:20

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

23.09.2015/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace public (G.N.E.P) lors d'évènements supra-zonaux en région de Bruxelles - Capitale - Prise de connaissance.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 135§2 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu l'article 7/1 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992 ;
Considérant que lors d'évènements de grande ampleur et couvrant plusieurs zones de police, une nécessaire coordination des autorités administratives se doit d'être mise en place afin d'assurer au mieux le maintien de l'ordre public et la sécurité sur l'espace public ;
Considérant que, pour ce faire, les modalités de ladite coordination doivent être concrétisées et mises en commun pour l'ensemble des communes du territoire de la région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant que la présente convention a pour objet de régler les modalités de la coordination entre les autorités administratives, ainsi que la direction opérationnelle et la coordination des missions de police administrative dans le cadre de manifestations et d'évènements dont le déroulement touche le territoire de plus d'une zone de police de la région de Bruxelles-Capitale ; que cette convention concerne la gestion négociée de l'espace public et que sa mise en œuvre se fera dans un esprit de collaboration active et de bonne gouvernance ;
Sur proposition du Collège échevinal faite en sa séance du 14 septembre 2015 ;

Prend connaissance des termes de la convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace Public lors des évènements supra-zonaux en région de Bruxelles-Capitale, telle qu'annexée à la présente délibération.

Expédition de la copie de la présente délibération aux Service(s) suivant(s) : B 19 (PRD-0017).

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Juridische zaken - Conventie betreffende het Genegotieerd Beheer van Publieke Ruimte (G.B.P.R) bij suprazonale evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Kennisneming.

De Raad neemt kennis.

23.09.2015/A/0002 **Prévention et Vie Sociale**
Evènements - Nouveau règlement communal de prêt de matériel - Report du 02/09/2015.

LE CONSEIL,

Vu les règlements sur la location de matériel communal des 13 février 1992 ;
Considérant qu'il y a lieu de revoir le règlement actuellement en vigueur d'adapter les montants à l'indice de prix à la consommation;
Vu la délibération du 25 octobre 2007 portant modification du règlement communal relatif à la récupération des frais d'intervention dûment approuvée par l'autorité de tutelle ;
Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

De fixer le nouveau règlement communal de prêt de matériel comme suit :

Article 1 : demandes

Les demandes de prêt de matériel doivent être adressées par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins de Molenbeek-Saint-Jean (rue du Comte de Flandre, 20 à 1080 Bruxelles) 30 jours au moins avant la date d'utilisation. Elles mentionneront le lieu ainsi que l'usage auxquels seront destinés le matériel.

Article 2 : priorités

L'administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean traite les demandes par ordre chronologique. Dans tous les cas, priorité sera donnée aux manifestations communales, récurrentes et/ou en partenariat avec l'administration et le CPAS.

Article 3 : paiement

Le prêt de matériel (en ce compris, la mise à disposition, la main-d'œuvre éventuelle et le transport) est payant, seul le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à y déroger.

Article 4 : gratuité

Alinéa 1 :Les entités suivantes bénéficieront de la gratuité totale du prêt de matériel (en ce compris la mise à disposition, le transport et la main d'œuvre éventuelle) :

Le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

- **La division de Police de Molenbeek-Saint-Jean ;**
- **Les conseils consultatifs ;**
- **Le Logement Molenbeekois ;**
- **La Cocolo ;**
- **Les écoles situées sur le territoire communal ;**
- **Les associations de parents d'élèves pour les événements organisés dans le cadre de leurs missions ;**
- **Les associations qui ont une vocation philanthropique, philosophique, culturelle, sportive, ou sociale en lien avec la Commune ;**
- **les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui à la date de la réception par la commune du formulaire de demande d'occupation d'une salle :**
 - 1.ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et**

2.sont dotées d'une personnalité juridique, et dont

- soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;**
- soit la gestion est soumise à un contrôle de l'Etat, des collectivités territoriales ou des organismes de droit public ;**
- soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public**

Alinéa 2 :Peuvent être exonérés, partiellement ou totalement, par une décision strictement motivée du collège, les demandeurs qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- ne pas poursuivre de but lucratif ou commercial ;**
- n'avoir bénéficié d'aucune ou que d'une seule exonération totale ou partielle des droits en vertu du présent article ~~et être domicilié ou avoir son siège social sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.~~**

Article 5 : état

Sauf remarque contraire du demandeur lors de la mise à disposition du matériel, celui-ci est considéré en bon état.

Article 6 : coût de la location

Le coût de la location du matériel, de la main-d'œuvre éventuelle et du transport qui pourra être facturé, sera établi suivant le tarif en annexe, adopté par le Conseil Communal.

Article 7 : transport de plantes et obligations

Tout transport de plantes sera effectué dans un véhicule fermé. En cas de gel et par grand froid, aucune mise à disposition de plantes ne sera assurée. Les organisateurs sont obligés de maintenir les plantes dans des conditions adéquates (hors gel, et c...).

Article 8 : interdictions

Il est interdit de clouer, coller, dessiner ou agraffer sur les panneaux d'exposition et podium.

Article 9 : droit du collègue

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de ne pas prêter du matériel, s'il s'avérait que les conditions climatiques, ou l'usage pressenti pourrait constituer un danger pour les personnes et/ou les biens.

Article 10 : restitution du matériel

Le matériel sera restitué, nettoyé et correctement conditionné, au même lieu et dans les mêmes conditions que lors de la prise en charge, par les soins du demandeur. L'état du matériel sera sévèrement contrôlé par le personnel communal. Les frais résultant du remplacement, de la détérioration, panne, disparition ou nettoyage de tout ou une partie du matériel, seront supportés financièrement par le demandeur. Ce dernier devra procéder à la réparation ou au remplacement du matériel concerné. Ces dispositions s'appliquent également aux bénéficiaires disposant de la gratuité du prêt.

Article 11 : engagement du demandeur

Le demandeur prend l'engagement de ne pas rechercher, ni mettre en cause, sous quelque forme que ce soit, la responsabilité du Collège des Bourgmestre et Echevins du chef d'accident ou dommage quelconque pouvant résulter de l'utilisation **inadéquate ou inopportune** du matériel emprunté.

Article 12 : droit de réserve du collègue

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'accepter, de refuser, de prolonger le prêt ou d'y mettre fin prématurément :

- Lorsque le demandeur ne gère pas le matériel en « bon père de famille »
- Lorsque le demandeur a détérioré le matériel prêté lors d'une précédente mise à disposition ;
- Pour les besoins impérieux dument justifiés et à caractère imprévisible.

Article 13 : facture non-acquittée

Toute facture non acquittée entraînera automatiquement la suspension des prêts à venir, sollicités par l'organisme concerné et/ou par la personne physique ayant contracté la demande de prêt.

Article 14 : traitement de la demande de prêt

Chaque prêt est traité individuellement. Le matériel sur place pour une autre manifestation ne pourra être inclus pour la manifestation suivante.

Article 15 : non-disponibilité du matériel

En cas de non disponibilité du matériel demandé, le Collège des Bourgmestre et Echevins ne sollicitera pas une autre commune afin d'obtenir le matériel nécessaire. Toutes les démarches devront être entreprises par le demandeur ainsi que la main-d'œuvre et le transport s'y rapportant.

Article 16 : prêt du Col de Cygne

Le prêt du Col de Cygne sera pris en charge dans sa totalité (demande, caution, enlèvement, restitution) par le demandeur auprès d'Hydrobru.

Article 17 : Paiement de la redevance

La redevance est due par le demandeur qui introduit la demande de prêt de matériel. Si

la demande émane d'une association, d'un groupement, d'une société dépourvue de la personnalité juridique, la personne introduisant la demande sera seule tenue au paiement.

Si la demande émane d'une entité disposant de la personnalité juridique, la redevance sera due par l'entité.

Le prix relatif au prêt de matériel sera versé totalement et anticipativement sur le compte n° XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX de l'Administration communale, au plus tard 15 jours avant la durée prévue pour l'utilisation du matériel loué. A défaut de paiement intervenu en temps utile, la demande de location sera purement et simplement considérée comme nulle et non avenue.

Une exonération du paiement de la redevance peut être octroyée moyennant une décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 18 : Caution

Afin de protéger le matériel prêté contre tout dégât, perte totale ou vol, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'imposer une caution au locataire, même si celui-ci bénéficie de la gratuité du prêt.

Cette caution correspondra à 50% du montant total de la redevance locative journalière.

Celle-ci devra être versée sur le compte n° XXXXXXXXXXXXXXX de l'Administration communale au plus tard 15 jours avant la date de l'événement.

Si le montant de la caution n'est pas versé endéans le délai imparti, la location sera incontestablement considérée comme annulée.

Cette caution sera intégralement remboursée sur le compte communiqué par le locataire si, après contrôle par un responsable désigné par l'administration, il s'avère que le matériel emprunté est dans le même état que lorsqu'il a été loué.

Par contre, en cas de dégradation ou de perte, la caution sera diminuée du montant du préjudice.

S'il s'avère que la caution n'est pas suffisante pour couvrir la totalité des dommages, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de réclamer au demandeur la différence entre la perte financière et la caution.

Pour déterminer le prix du matériel à remplacer, il sera tenu compte du prix coutant augmenté de 5% (= frais de procédure relatifs à l'achat du matériel).

La preuve de paiement du loyer et de la caution doit être envoyée au Service communal des ~~Festivités~~ Evénements au moins 15 jours avant la date de l'événement (rue du Comte de Flandre, 20 à 1080 Bruxelles).

Tout désistement survenant après le versement ~~du loyer et~~ de la redevance entraînera la perte de ceux-ci sauf cas de force majeure. Ce désistement devra nécessairement être formulé par écrit et sera soumis à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 19 : Gratuité et réciprocité

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder la gratuité à toute autre administration communale de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant qu'elle puisse faire valoir le bénéfice de la réciprocité.

Lorsque pareille commune loue des barrières Nadar pour assurer le maintien de la sécurité sur son territoire, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut aussi accorder la gratuité.

Dans le cas où le Collège des Bourgmestre et Echevins octroie un prêt de matériel à une administration communale de la Région Bruxelloise et qu'il s'avère que ledit matériel prêté à titre gratuit est cassé, volé, endommagé, L'administration communale bénéficiaire est tenue au remboursement de toute pièce endommagée, volée,

manquante.

Pour déterminer le prix du matériel à remplacer, il sera tenu compte du prix coutant augmenté de 5% (= frais de procédure relatifs à l'achat du matériel).

Article 20 : Force majeure

En cas de force majeure, par exemple, l'incendie, l'inondation, le danger d'effondrement, l'organisation des élections, etc., le Collège des Bourgmestre et Echevins ne peut être tenu responsable en cas d'éventuelles annulations des fêtes ou des activités projetées.

Aucune indemnisation financière ne pourra être revendiquée.

Il reste, bien entendu, que les montants (la mise à disposition, le transport, la main d'œuvre éventuelle et la caution) seront intégralement remboursés au locataire.

Article 21 : dispositions finales

Le présent règlement abroge les dispositions en vigueur antérieurement et entrera en vigueur le 1er janvier 2016.

Annexe à la délibération du conseil communal du 2 septembre 2015

REGLEMENT COMMUNAL DE PRÊT DE MATERIEL

Redevance locative journalière

Barrière Nadar	8,00 EUR l'unité
Podium intérieur (élément de 2mx1m) maximum 24 éléments	16,00 EUR par élément
Podium extérieur (élément de 2mxém) maximum 60m ² – hauteur 0,70m et 1m)	24,00 EUR par élément
Kiosque couvert	400,00 EUR
Chaise	1,50 EUR l'unité
Table pliante (1,2m x 0,8m)	2.50 EUR l'unité
Etagère à bière	8,00 EUR l'unité
Etagère à Tombola	8,00 EUR l'unité
Lave-verres	8,00 EUR l'unité
Comptoir	24.00 EUR l'unité
Frigo	24,00 EUR l'unité
Tonnelle (3mx3m)	80,00 EUR l'unité
Paravent	2.50 EUR l'unité
Plantes	10,00 EUR l'unité

Frais forfaitaires pour la livraison du matériel emprunté

De 1 à 20 barrières Nadar	40,00 EUR
De 21 à 50 barrières Nadar	80,00 EUR
Plus de 50 barrières Nadar	120,00 EUR
Frigo	40,00 EUR
Tables et chaises (maximum 50 pièces)	25,00 EUR
Tables et chaises (maximum 100 pièces)	50,00 EUR
Tables et chaises (maximum 200 pièces)	80,00 EUR
Tables et chaises (plus de 200 pièces)	120,00 EUR
Autre matériel	16,00 EUR
Matériel livré en dehors des jours	220,00 EUR

Main d'œuvre

30,00 EUR/heure par agent. Toute heure entamée est due.

Ces taux seront adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation (mois de référence décembre 2015) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux (dec 2015)} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de départ}}$$

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven**Evenementen - Nieuw reglement betreffende het lenen van materiaal - Uitstel van 02/09/2015.**

DE RAAD,

Gezien het reglement betreffende de huur van materiaal van de gemeente van 13 februari 1992, degelijk goedgekeurd door de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat het op dit ogenblik geldende reglement moet worden herzien om de bedragen aan te passen aan de consumentenprijsindex;

Gezien zijn beraadslaging van 25 oktober 2007 tot wijziging van het gemeentelijk reglement betreffende de terugwinning van de interventiekosten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

Het nieuwe gemeentereglement betreffende materiaaluitlening als volgt vast te leggen:

Inleiding:

Artikel 1 : aanvragen

Aanvragen voor materiaaluitlening moeten minstens 30 dagen voor de datum van het gebruik schriftelijk gericht worden tot het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Jans-Molenbeek (Graaf van Vlaanderenstraat 20 te 1080 Brussel) Ze moeten de plaats vermelden alsook het gebruik waarvoor het materiaal zal bestemd zijn.

Artikel 2 : voorrangsregeling

Het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek behandelt de aanvragen in chronologische volgorde. In alle gevallen wordt voorrang gegeven aan gemeentelijke, terugkerende manifestaties, en/of in partnership met het bestuur en het OCMW.

Artikel 3 : betaling

De materiaaluitlening (met inbegrip van de terbeschikkingstelling, de eventuele arbeidskrachten en het vervoer) is betalend. Alleen het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om hiervan af te wijken.

Artikel 4 : kosteloosheid

Alinea 1. De volgende entiteiten genieten van de volledige kosteloosheid van de materiaaluitlening (met inbegrip van de terbeschikkingstelling, de eventuele arbeidskrachten en het vervoer):

- Het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- De afdeling van de Politie van Sint-Jans-Molenbeek;
- Adviesraden;
- De Molenbeekse Huisvesting;
- De ARHUU (adviesraad van de huurders);
- Scholen die op het grondgebied van de gemeente liggen;
- De ouderverenigingen voor evenementen die georganiseerd worden in het kader van hun opdrachten;
- Verenigingen die een liefdadigheids-, maatschappelijke, sociale, culturele of sportieve roeping hebben;
- Personen, wat hun vorm en aard ook moge zijn, die:
 1. opgericht zijn met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn, en

2. een rechtspersoonlijkheid genieten, en waarvan
 - ofwel de activiteit in hoofdzaak gefinancierd wordt door de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht;
 - ofwel is het beheer onderworpen aan een controle van de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht;
 - ofwel zijn meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, directie- of toezichtsorgaan, aangeduid door de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht

Alinea 2. Mogen gedeeltelijk of helemaal vrijgesteld worden, door een strikt gemotiveerde beraadslaging van het college, de aanvragers die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

- Geen lucratief of commercieel doel nastreven
- Slechts van één of geen volledige of gedeeltelijke vrijstelling van de rechten te hebben genoten , in toepassing van huidig artikel.

Artikel 5 : staat

Behalve andersluidende opmerking van de aanvrager bij de terbeschikkingstelling van het materiaal wordt ervan uitgegaan dat dit laatste zich in goede staat bevindt.

Artikel 6 : kostprijs van de huur

De kostprijs van de materiaalhuur, de eventuele arbeidskracht en het vervoer die gefactureerd worden, wordt vastgesteld volgens het tarief in bijlage, goedgekeurd door de Gemeenteraad.

Artikel 7 : vervoer van planten en verplichtingen

Elk vervoer van planten moet gebeuren in een gesloten voertuig. In geval van vries en bij grote koude, wordt er geen enkele terbeschikkingstelling van planten verzekerd. De organisatoren zijn verplicht de planten in de geschikte omstandigheden bij te houden (buiten vriesbereik, enz.)

Artikel 8 : verbodsbepalingen

Het is verboden om te nagelen, aan te plakken, te tekenen of te nieten op de tentoonstellings- en podiumpanelen.

Artikel 9 : recht van het College

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om geen materiaal uit te lenen indien blijkt dat de klimatologische omstandigheden, of het vermoedelijke gebruik een gevaar kan vormen voor de personen en/of goederen.

Artikel 10 : teruggave van het materiaal

Het materiaal moet door de aanvrager met zorg, gereinigd en in orde gebracht, terugbezorgd worden op dezelfde plaats en in dezelfde toestand dan toen hij het meenam. De staat van het materiaal zal streng gecontroleerd worden door het gemeentepersoneel. De kosten die het resultaat zijn van de vervanging, de beschadiging, panne, verdwijning of reiniging van alles of een gedeelte van het materiaal, moeten financieel worden gedragen door de aanvrager. Laatstgenoemde moet overgaan tot de herstelling of vervanging van het bewuste materiaal. Deze bepalingen worden ook toegepast op de begunstigden die genieten van de kosteloosheid van de uitlening.

Artikel 11 : Verbintenis van de aanvrager

De aanvrager gaat de verbintenis aan om onder geen enkel vorm de aansprakelijkheid van het College van Burgemeester en Schepenen te zoeken of in het gedrang te brengen uit hoofde van om het even welk ongeval of welke schade die het resultaat kan zijn van het **ongeschikte of onwenselijke** geachte gebruik van het ontleende materiaal.

Artikel 12 : recht van voorbehoud van het College

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor de uitlening te aanvaarden, te weigeren, te verlengen of er vroegtijdig een einde aan te stellen:

- Wanneer de aanvrager het materiaal niet beheert 'als een goede huisvader'
- Wanneer de aanvrager het uitgeleende materiaal beschadigd heeft tijdens een vorige terbeschikkingstelling;
- Voor terecht gerechtvaardigde dringende noden, van onvoorziene aard.

Artikel 13 : niet-betaald factuur

Elk niet-betaald factuur brengt automatisch de opschorting met zich mee van uitleningen in de toekomst die gevraagd worden door het organisme en/of de natuurlijke persoon die de overeenkomst voor de uitleenaanvraag heeft gesloten.

Artikel 14 : behandeling van de uitleenaanvraag

Elke uitlening wordt individueel behandeld. Het materiaal ter plaatse voor een andere manifestatie mag niet worden inbegrepen voor de volgende manifestatie.

Artikel 15 : niet-beschikbaarheid van het materiaal

In geval het gevraagde materiaal niet beschikbaar is zal het College van Burgemeester en Schepenen geen andere gemeente vragen om het nodige materiaal te verkrijgen. Alle aanvragen moeten verricht worden door de aanvrager alsook de arbeidskracht en het vervoer dat er verband mee houdt.

Artikel 16: uitlening van de Zwanenhals

De uitlening van de Zwanenhals moet volledig (aanvraag, waarborg, weghaling, teruggave) door de aanvrager bij Hydrobru ten laste worden genomen.

Artikel 17 : Betaling van de bijdrage

De bijdrage is verschuldigd door de aanvrager die de aanvraag voor de materiaalluitlening indient. Indien de aanvraag uitgaat van een vereniging, een groep, een vennootschap die geen rechtspersoonlijkheid heeft, moet enkel de persoon die de

aanvraag indient de betaling doen.

Indien de aanvraag uitgaat van een entiteit die over de rechtspersoonlijkheid beschikt, is de bijdrage door de entiteit verschuldigd.

De prijs met betrekking tot de materiaaluitlening moet volledig en vooraf gestort worden op rekeningnr. 001-2031200-96 van het Gemeentebestuur, ten laatste 14 dagen voor de voorziene duur voor het gebruik van het gehuurde materiaal. Bij het in gebreke blijven van de betaling ten gepaste tijde wordt de huuraanvraag louter en eenvoudig als onbestaande beschouwd.

Een vrijstelling van betaling van de bijdrage kan worden toegestaan mits het College van Burgemeester en Schepenen hiertoe een gemotiveerde beslissing neemt.

Artikel 18 : Waarborg

Om het geleende materiaal te beschermen tegen om het even welke schade, volledig verlies of diefstal, behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om een waarborg op te leggen aan de huurder, zelfs indien deze geniet van de kosteloosheid van de uitlening.

Deze waarborg moet overeenkomen met 50% van het totale bedrag van de dagelijkse huurbijdrage.

Deze laatste moet worden gestort op rekeningnummer XXXXXXXXXXXXXXX van het Gemeentebestuur ten laatste 15 dagen voor de datum van het evenement.

Indien het bedrag van de waarborg niet is gestort binnen de toegekende termijn, zal de huur zonder mogelijkheid tot betwisting las geannuleerd worden beschouwd.

Deze waarborg zal integraal worden teruggestort op de door de huurder meegedeelde rekening indien, na controle door een door het bestuur aangeduide verantwoordelijke, blijkt dat het uitgeleende materiaal zich in de zelfde staat bevindt als toen het werd gehuurd.

In geval van beschadiging of verlies zal de waarborg daarentegen verminderd worden met het bedrag van de schade.

Indien blijkt dat de waarborg niet volstaat om de totaliteit van de schade te dekken, behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om aan de aanvrager het verschil tussen het financiële verlies en de waarborg te vragen.

Om de prijs van het te vervangen materiaal te bepalen wordt er rekening gehouden met de kostprijs vermeerderd met 5% (= kosten voor de procedure van de materiaalaankoop)

Het bewijs van de betaling van de huur en de waarborg moet worden verzonden naar de Gemeentelijke Dienst Evenementen minstens 15 dagen voor de datum van het evenement (Graaf van Vlaanderenstraat 20 te 1080 Brussel).

Elke terugtrekking die voorvalt na de storting van de bijdrage brengt het verlies ervan voor gevolg behalve in geval van overmacht. Deze terugtrekking moet noodzakelijkerwijze schriftelijk geformuleerd worden en voorgelegd worden bij het College van Burgemeester en Schepenen

Artikel 19 : Kosteloosheid en wederkerigheid

Het college van Burgemeester en Schepenen mag de kosteloosheid toekennen aan elk ander gemeentebestuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor zover ze het genot van de wederkerigheid kan doen gelden.

Indien een zelfde gemeente Nadarafsluitingen huurt om de veiligheid op zijn grondgebied te bewaren kan, het College van Burgemeester en Schepenen ook de kosteloosheid toekennen.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de kosteloosheid toekennen aan elk ander gemeentebestuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover ze het genot van de wederkerigheid kan doen gelden.

In het geval het College van Burgemeester en Schepenen een materiaaluitlening aan een gemeentebestuur van het Brusselse Gewest toekent en dat blijkt dat het vermelde materiaal dat kosteloos verleend werd, gebroken, gestolen, ... is, is het begunstigde gemeentebestuur verplicht tot de terugbetaling van elk beschadigd, gestolen of ontbrekend stuk,

Om de prijs van het te vervangen materiaal te bepalen wordt er rekening gehouden met de kostprijs vermeerderd met 5% (= kosten voor de procedure van de materiaalaankoop)

Artikel 20 : Overmacht

In geval van overmacht, bijvoorbeeld brand, overstroming, instortingsgevaar, de organisatie van verkiezingen, enz., kan het College van Burgemeester en Schepenen niet aansprakelijk worden gesteld in geval van eventuele annuleringen van geplande feesten of activiteiten.

Bovendien kan er geen enkele financiële vergoeding aanspraak worden gemaakt.

Uiteraard blijft dat de bedragen, de terbeschikkingstelling, het vervoer, de eventuele arbeidskracht en de waarborg) integraal aan de huurder zullen worden terugbetaald.

Artikel 21 - Slotbepalingen :

Dit reglement schaft de vroegere beschikkingen af en treedt in werking op 1 januari 2016.

Bijlage bij de beraadslaging van de gemeenteraad van.....

GEMEENTEGREGLEMENT VOOR MATERIAALUITLENING

Dagelijkse huurbijdrage

Nadarafsluiting	8,00 EUR per eenheid
Binnenpodium (element van 2mx1m) maximum 24 elementen	16,00 EUR per element
Buitenpodium (element van 2mx2m) maximum 60m ² - hoogte 0,70m en 1m)	24,00 EUR per element
Overdekte kiosk	400,00 EUR
Stoel	1,50 EUR per eenheid
Plooitafel (1,2m x 0,8m)	2,50 EUR per eenheid
Bierrek	8,00 EUR per eenheid
Tombolarek	8,00 EUR per eenheid
Glazenwasser	8,00 EUR per eenheid
Toog	24,00 EUR per eenheid
Koelkast	24,00 EUR per eenheid
Tuinhuisje (3mx3m)	80,00 EUR per eenheid
kamerscherm	2,50 EUR per eenheid
Planten	10,00 EUR per eenheid

Forfaitaire kosten voor de levering van het uitgeleende materiaal

Van 1 tot 20 Nadarafsluitingen	40,00 EUR
Van 21 tot 50 Nadarafsluitingen	80,00 EUR
Meer dan 50 Nadarafsluitingen.	120,00 EUR
Koelkast	40,00 EUR

Tafels en stoelen (maximum 50 stukken)	25,00 EUR
Tafels en stoelen (maximum 100 stukken)	50,00 EUR
Tafels en stoelen (maximum 200 stukken)	80,00 EUR
Tafels en stoelen (meer dan 200 stukken)	120,00 EUR
Ander materiaal	16,00 EUR
Materiaal geleverd buiten de werkdagen	320,00 EUR

Arbeidskrachten

30,00 EUR/uur per medewerker. Elk aangevat uur is verschuldigd

Deze tarieven zullen jaarlijks aan de indicie van de consumptieprijzen aangepast worden (referentiemaand : december 2015) volgens de volgende formule:

Tarief(dec. 2015)xnieuwe indicie

Startindicie

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0003 **Prévention et Vie Sociale**

Evènements - Règlement communal d'occupation des salles et locaux appartenant à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean - Report du 02/09/2015.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 13 juin 1996 fixant les droits et modalités d'occupation des biens communaux, modifiée par les délibérations du Conseil communal des 19 décembre 1996, 13 décembre 2001, 11 septembre 2003 et 18 mars 2004 dûment approuvée par l'autorité de tutelle ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2008 approuvant le règlement relatif à l'occupation des espaces de la Maison des Cultures et de la Cohésion sociale, dûment approuvée par l'autorité de tutelle ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir les éléments suivants:

- les droits d'occupation ;
- les modalités d'occupation des salles communales et ce, afin de faciliter tant les demandes d'occupation que le traitement de celles-ci par les services communaux ;

Vu la délibération du 25 octobre 2007 portant modification du règlement communal relatif à la récupération des frais d'intervention dûment approuvée par l'autorité de tutelle .

Considérant que la Wijkantenne de quartier (WAQ) a été inaugurée au mois de mai 2015 ; qu'il y a lieu de fixer les modalités d'occupation des locaux mis à la disposition des habitants ;

Considérant que tous ces règlements sont désormais intégrés dans un seul document ;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article unique

D'approuver le nouveau règlement d'occupation des salles communales et des locaux appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, tel que figurant en annexe.

Le présent règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2016.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
26 votants : 26 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Gemeentelijk reglement betreffende het gebruik van de zalen in eigendom van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Uitstel van 02/09/2015.

DE RAAD,

Gezien zijn beraadslaging van 13 juni 1996 tot vaststelling van de rechten en modaliteiten van gebruik van de gemeentelijke goederen, gewijzigd bij beraadslagingen van de gemeenteraad van 19 december 1996, 13 december 2001, 11 september 2003 en 18 maart 2004 degelijk goedgekeurd door de toezichhoudende overheid ;

Gezien zijn beraadslaging van 22 mei 2008 houdende de goedkeuring van het reglement op het gebruik van de ruimten van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang, degelijk goedgekeurd door de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat het nodig is de volgende elementen te herzien :

- de gebruiksrechten;

- de gebruiksmodaliteiten van de gemeentelijke zalen, en dit, om zowel de gebruiksaanvragen als het behandelen ervan door de gemeentelijke diensten, te vergemakkelijken ;

Gezien de beraadslaging van 25 oktober 2007 tot wijziging van het gemeentelijk reglement betreffende de terugwinning van interventiekosten, degelijk goedgekeurd door de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat de Wijkantenne de quartier (WAQ) in de mei mei 2015 werd ingehuldigd ; dat het nodig is de gebruiksmodaliteiten van de lokalen vast te stellen die ter beschikking van het personeel gesteld worden;

Gezien de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgmeester en Schepenen ;

BESLUIT:

Enig artikel

Het nieuw reglement op het gebruik van de gemeentelijke zalen en lokalen in eigendom van de Gemeente Sint-jans-Molenbeek, zoals het als bijlage verschijnt, goed te keuren.

Het huidige reglement zal in werking treden op 1 januari 2016.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**
Evènements - Marché de Noël 2015 - Modifications du Règlement.

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du traditionnel Marché de Noël ayant lieu, chaque année, dans le site du Château du Karreveld, un règlement destiné aux participants a été approuvé par le Conseil du 18 juin 2009 ;

Considérant que des modifications doivent y être apportées et que ces modifications ont été soumises pour analyse au service des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE:

Article unique

D'approuver les modifications du règlement du Marché du Noël 2015 destiné aux participants ;

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services des Classes Moyennes, des Affaires juridiques et de la Mobilité.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Kerstmarkt 2015 - Wijzigingen van het Reglement.

DE RAAD,

Overwegende dat, in het kader van de traditionele kerstmarkt, die jaarlijks plaatsvindt op de binnenplaats van het Kasteel Karreveld, een reglement bestemd aan de deelnemers is goedgekeurd door de Gemeenteraad van 18 juni 2009 ;

Overwegende dat de wijzigingen van het reglement dienen te worden voorgesteld voor analyse aan de dienst Juridische zaken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Enig artikel

De wijzigingen betreffende het reglement van de Kerstmarkt 2015 aan de deelnemers bestemd goed te keuren ;

Een afschrift van het onderhavige besluit zal worden overgemaakt aan de diensten Middenstand, Juridische zaken, Mobiliteit.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0005 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Mise en œuvre de la dispense pour les cours philosophiques et encadrement pédagogique alternatif (EPA) dans les écoles d'enseignement primaire francophone.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de

l'enseignement, tel que modifiée notamment par le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;

Vu le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ;

Vu le document envoyé par la Ministre de l'Education en date du 3 juillet 2015 relatif à l'organisation de la dispense des cours de religion et morale non confessionnelle et de l'encadrement pédagogique alternatif (EPA) pour l'année scolaire 2015-2016 ;

Considérant que le décret du 14 juillet 2015 précité organise un encadrement pédagogique alternatif pour les élèves dont les parents ont choisi la dispense de suivre un des cours philosophiques ;

Considérant que la loi du 29 mai 1959 modifiée par le décret du 14 juillet 2015 précité prescrit en son article 8bis, §1^{er}, al.2 que :

« L'encadrement pédagogique alternatif est obligatoire à partir de la date fixée par le Pouvoir organisateur. Cette date doit se situer entre le 15 septembre 2015 et le 1er janvier 2016 au plus tard. »

Considérant que le décret du 13 juillet 1998 précité prévoit que les groupes de morale et religion sont organisés du 1^{er} octobre au 30 septembre, en effet son article 39 (inchangé par le décret du 14 juillet 2015 précité) prescrit que :

« Dans chaque implantation, isolée ou non, un cours de morale ou de religion est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire. Le nombre de groupes, applicable du 1er octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, conformément au tableau ci-après, qui prend en compte l'ensemble des élèves de l'implantation inscrits dans ce cours le 1er octobre de l'année scolaire en cours. ... »

Considérant que la bonne organisation des écoles et de leurs horaires incite à démarrer l'EPA au même moment que les cours de religion et de morale puisque l'EPA est fréquenté par les élèves qui ont demandé une dispense de ces cours, soit à la date du 1^{er} octobre 2015 ;

Considérant que la loi du 29 mai 1959 modifiée par le décret du 14 juillet 2015 prévoit trois thématiques à privilégier dans l'EPA, en effet l'article 8bis, § 2 prescrit que :

« L'encadrement pédagogique alternatif vise le développement par l'élève de prestations personnelles ou collectives visant à l'éveiller à la citoyenneté et au questionnement philosophique. Les prestations et activités visées au § 4 doivent, dès lors, s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques suivantes sans viser à l'exhaustivité :

1° l'éducation à la démocratie qui a pour objectifs :

- a. *de sensibiliser aux fondements de la démocratie, de son histoire, de son système, de ses différents pouvoirs et des droits fondamentaux, de l'organisation de ses institutions; à la citoyenneté politique, sociale, économique et culturelle; aux grands enjeux de la société contemporaine dont celui du développement durable;*
- b. *de développer la capacité de vivre ensemble de manière harmonieuse et respectueuse dans une société démocratique et interculturelle, de s'y insérer et de s'y impliquer activement; la capacité de se développer comme citoyen, sujet de droits et de devoirs, solidaire, libre, autonome, tolérant et capable d'esprit*

critique via notamment le déploiement d'attitudes renforçant le sens collectif, le sens de la responsabilité, le respect de l'autre et de sa différence, le respect des règles, le dialogue, et la civilité;

- c. de développer l'esprit et l'analyse critiques à l'égard de la communication et des différents médias et moyens d'information.*

2° l'éducation au questionnement, à la méthode et à la pensée philosophiques qui a pour objectifs:

- a. d'appréhender les religions, les courants de pensée et philosophies et leurs histoires respectives;*
- b. de développer une pensée propre, un discernement éthique et des questionnements philosophiques;*
- c. de développer l'argumentation, l'accès, le traitement et l'organisation de la connaissance.*

3° l'éducation au bien-être et à la connaissance de soi et des autres qui a pour objectifs :

- a. de développer la compréhension de la psychologie et des relations humaines;*
- b. de développer la maîtrise de soi, la gestion des conflits et l'éducation aux relations affectives;*
- c. d'acquérir les comportements de prévention en matière de santé et de sécurité pour soi et autrui. »*

Considérant que la loi du 29 mai 1959 modifiée par le décret du 14 juillet 2015 prescrit en son article 8bis, § 3 que:

« L'encadrement pédagogique alternatif est défini par chaque chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et par chaque Pouvoir organisateur pour l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française dans le cadre de son autonomie pédagogique en ce qui concerne :

- a. les contenus des programmes d'activités et les méthodes;*
- b. les modalités d'accompagnement et de prise en charge des élèves;*
- c. les modalités d'évaluation. »*

Considérant que la cellule pédagogique du service de l'Instruction publique dispose de l'expertise nécessaire pour définir les contenus des programmes d'activités et les méthodes, les modalités d'accompagnement et de prise en charge des élèves et les modalités d'évaluation de l'EPA, en respectant le prescrit du décret du 14 juillet 2015 précité quant aux thématiques de l'EPA notamment, en se référant au guide pratique EPA de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi qu'au « Programme Education sociale et civique de l'enseignement fondamental du pouvoir organisateur de Molenbeek-St-Jean » ;

DECIDE :

Article 1

De mettre en œuvre l'Encadrement pédagogique alternatif tel que prévu dans le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française dans les écoles communales d'enseignement primaire, à partir du 1^{er} octobre 2015 et ce jusqu'au 30 juin 2016 ;

Article 2

De confier à la cellule pédagogique du service de l'Instruction publique la définition

des contenus des programmes d'activités et les méthodes, des modalités d'accompagnement et de prise en charge des élèves et des modalités d'évaluation de l'Encadrement pédagogique alternatif en respectant le prescrit du décret du 14 juillet 2015 précité quant aux thématiques de l'EPA notamment, en se référant au guide pratique EPA de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi qu'au « Programme Education sociale et civique de l'enseignement fondamental du pouvoir organisateur de Molenbeek-St-Jean ».

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Uitvoering van de vrijstelling van de filosofische cursussen en Alternatieve pedagogische omkadering in de Franstalige basisscholen.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0006 **Département Finances**

Finances - Fabrique d'Eglise Sainte-Barbe - Budget 2016.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe nous a fait parvenir son budget 2016 ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES	33.321,14 EUR
DEPENSES	33.321,14 EUR

Considérant que ce budget est en équilibre sans intervention communale ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'émettre un avis favorable sur le budget 2016 de la fabrique d'église Sainte-Barbe.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Barbara - Begroting 2016.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara ons haar begroting 2016 heeft laten worden;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	33.321,14 EUR
UITGAVEN	33.321,14 EUR

Overwegende dat deze begroting in evenwicht is, zonder tussenkomst van de gemeente ;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2016 van de kerkfabriek Sint-Barbara.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0007 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236 al. 2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'art.26, § 1^{er}, a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- **24 août 2015** – Travaux divers de rafraîchissement (peinture, remplacement de revêtements de sol) dans différentes propriétés communales sises à Molenbeek-Saint-Jean (marché du 01.01 au 31.12.2015) – Adaptation de la dépense - marché de travaux – 28.512,40 EUR hors TVA ou 34.500,00 EUR TVA comprise soit (21% TVA = 5.987,60 EUR) – art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 ;

- **24 août 2015** – Remplacement de chaudières dans diverses propriétés communales (logements et infrastructures) (marché du 01.01 au 31.12.2015) – Adaptation de la dépense - marché de travaux – 20.661,16 EUR hors TVA ou 25.000,00 EUR TVA comprise, (21% TVA = 4.338,84 EUR) – art. 9220/724/60 du budget extraordinaire 2015 ;

ET DECIDE :

Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 -
Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van
Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 al. 2 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26, § 1^{er}, a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE:

- **24 augustus 2015** – Diverse opfrissingwerken (schildwerk, vervanging van vloerbekleding) in verscheidene gemeentelijke eigendommen gelegen te Sint-Jans-Molenbeek (opdracht van 01.01 tot 31.12.2015) – Aanpassing van de uitgave – Opdracht van werken – 28.512,40 EUR exclusief BTW of 34.500,00 EUR BTW inbegrepen (hetzij 21% BTW = 5.987,60 EUR) – art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2015;
- **24 augustus 2015** – Vervanging van verwarmingsketels in verschillende gemeentelijke eigendommen (woningen en infrastructures) (opdracht van 01.01 tot 31.12.2015) – Aanpassing van de uitgave – Opdracht van werken – 20.661,16 EUR exclusief BTW of 25.000,00 EUR BTW inbegrepen (hetzij 21% BTW= 4.338,84 EUR) – art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2015;

EN BESLUIT :

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0008 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Travaux divers de rafraîchissement (peintures, revêtements de sol, ...) dans différentes propriétés communales sises à Molenbeek-Saint-Jean - Projet.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est régulièrement nécessaire de procéder à divers travaux de rafraîchissement (remises en peinture, renouvellement de revêtements de sol, ...) dans les propriétés communales, notamment suite à des mutations de locataires, et qu'il y a donc lieu de prévoir un marché de travaux, à cet égard ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Propriétés communales, ainsi que du cahier spécial des charges, du métré et de l'avis de marché ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 120.000 EUR HTVA ou 145.200 EUR TVAC (21% TVA = 25.200 EUR) ;

Considérant que certaines interventions seront facturées à 6 % et d'autres à 21% compte tenu de l'âge des bâtiments ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que ce marché est soumis à la publicité belge ;

Vu l'article 5 § 2 de l'A.R. du 14.01.2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'article 26, § 2, 1° de la Loi du 15 juin 2006 et les articles 105 à 110 de l'A.R. du 15.07.2011 relatifs aux marchés publics ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 septembre 2015 ;

DECIDE:

Article 1

D'approuver le projet relatif aux travaux divers de rafraîchissement (peinture, revêtements de sol, ...) à effectuer dans différentes propriétés communales sises à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré et l'avis de marché établis à cet effet par le service des Propriétés communales ;

Article 3

D'approuver la dépense globale estimée à 120.000 EUR HTVA ou 145.200 EUR TVAC (21% TVA = 25.200 EUR) ;

Article 4

De réserver cette dépense à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 et de la couvrir par fonds d'emprunts ;

Article 5

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer Openbare eigendommen - Verschillende opfrissingwerken (schilderwerk, vloerbekleding, ...) in verscheidene gemeentelijke eigendommen gelegen te Sint- Jans-Molenbeek - Ontwerp.

DE RAAD,

Overwegende dat het regelmatig nodig is om over te gaan tot verschillende opfrissingswerken (herschikeren, renovatie van vloerbekleding, ...) in de gemeentelijke eigendommen, vooral als gevolg van veranderingen van huurders, en dat er hiervoor een opdracht voor werken moet voorzien worden;

Neemt kennis van het ontwerp hiervoor opgesteld door de dienst Gemeentelijke eigendommen, alsook van het bestek, de meetstaten en de opdrachtaankondiging;

Overwegende dat de uitgaven geraamd kan worden op 120.000 EUR excl. BTW of 145.200 EUR incl. BTW (21% BTW = 25.200 EUR);

Overwegende dat sommige interventies worden berekend met 6% BTW en andere met 21% BTW rekening houdend met de leeftijd van de gebouwen;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015;

Overwegende dat deze werken toevertrouwd kunnen worden aan de privésector via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat dit opdracht onderworpen is aan Belgische bekendmaking;

Gelet op artikel 5 § 2 van het K.B. van 14.01.2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° van de Wet van 15.06.2006 en op artikels 105 tot 110 van het K.B. van 15.07.2011 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 14.09.2015;

BESLIST:

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de verschillende opfrissingwerken (schilderwerk, vloerbekleding, ...) in verscheidene gemeentelijke eigendommen gelegen te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de opdrachtaankondiging hiervoor opgesteld door de dienst Gemeentelijke Eigendommen goed te keuren;

Artikel 3

De globale uitgave, geraamd op 120.000 EUR excl. BTW of 145.200 EUR incl. BTW (21% BTW = 25.200 EUR), goed te keuren;

Artikel 4

Deze uitgave te reserveren op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en deze te dekken door leningsgelden;

Artikel 5

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0009 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins - CC15.031.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1^oa) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 24 août 2015 – Travaux Publics – Marché de travaux – Placement et entretien des illuminations existantes pour les fêtes de fin d'année 2015 – Projet – CE15.128 – 37.190,08 EUR hors TVA (TVA 21% : 7.809,92 EUR) soit 45.000,00 EUR TVA comprise – Art. 4260/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 – Fonds d'emprunt ;
- 14 septembre 2015 – Travaux Publics – Modernisation des ascenseurs des bâtiments communaux – Projet – CE15.175 - 82.644,63 EUR hors TVA (TVA 21% soit 17.355,37 EUR), soit 100.000,00 EUR TVA comprise – Art. XXXX/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 – Fonds d'emprunt ;
- 14 septembre 2015 – Travaux Publics – Marché de travaux relatifs à la fourniture et à la pose de clôtures à l'école « La petite Flûte Enchantée » - Projet – 38.780,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 8.143,80 EUR) soit 46.923,80 EUR TVAC – Art. 7627/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 – Fonds d'emprunt ;
- 14 septembre 2015 – Travaux Publics – Marché de travaux relatifs à la démolition d'un mur à front à l'hôtel Belle Vue – Projet – 27.250,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 5.722,50 EUR) soit 32.972,50 EUR TVAC – Art. 7627/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 – Fonds d'emprunt ;

ET DECIDE :

Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 -

Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR14.031.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 24 augustus 2015 – Openbare Werken – Opdracht voor aanneming van werken– Plaatsing en renovatie van bestaande illuminaties voor de eindjaarsfeesten 2015 – Ontwerp – CE15.128 – 37.190,08 EUR exclusief BTW (BTW 21% : 7.809,92 EUR) hetzij 45.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 4260/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 – Leningsgelden ;
- 14 september 2015 – Openbare Werken – Moderniseringswerken van de liften van de gemeentelijke gebouwen – Ontwerp – CE15.175 - 82.644,63 EUR exclusief BTW (BTW 21% :17.355,37 EUR), hetzij 100.000,00 EUR inclusief BTW – Art. XXXX/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 – Leningsgelden ;
- 14 september 2015 – Travaux Publics – Opdracht van werken betreffende het leveren en plaatsen van afsluitingen voor de school « de kleine Toverfluit » - Ontwerp – 38.780,00 EUR exclusief BTW (BTW 21% : 8.143,80 EUR) hetzij 46.923,80 EUR inclusief BTW – Art. 7627/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 – Leningsgelden ;
- 14 september 2015 – Openbare Werken – Opdracht van werken betreffende het afbreken van een muur aan de voorzijde van het Belle Vue-hotel – Ontwerp – 27.250,00 EUR exclusief BTW (BTW 21% : 5.722,50 EUR) hetzij 32.972,50 EUR inclusief BTW – Art. 7627/724/60 van de buitengewone begroting van het

EN BESLUIT:

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0010 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins - CC15.032.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu de l'art. 37 de l'A. R. du 04.01.2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :

- 14 septembre 2015 – Travaux Publics – Rénovation lourde d'un bâtiment communal situé rue des Quatre Vents, 73 – Adaptation de la dépense – 65.000,00 EUR TVAC – Art. 7627/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 – Fonds d'emprunt ;

ET DECIDE :

Article unique

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 -
Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van
Burgemeester en Schepenen - GR15.032.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 37 van het K.B. van 04 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE :

- 14 september 2015 – Openbare Werken – Zware renovatie van het gemeentegebouw gelegen Vier Windenstraat, 73 - Aanpassing van de uitgave – 65.000,00 EUR TVA inbegrepen – Art. 7627/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015– Leningsgelden ;

EN BESLUIT :

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0011 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - Marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la Flûte Enchantée - Projet - CE15.024.

LE CONSEIL,

Considérant que de nouveaux pavillons vont être installés sur les terrains situés rue de la Flûte Enchantée appartenant à l'Administration communale ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges n°D14.027 bis, des métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet établi par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 450.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que, pour limiter les risques de recours relatifs à la qualification du marché, il est proposé de soumettre le marché susmentionné aux règles de la procédure européenne ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux,

de fournitures et de services, l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet relatif au marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la Flûte Enchantée;

Article 2

D'approuver le cahier spécial des charges n°D14.027 bis, les métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

D'approuver le projet d'avis de marché établi par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D'approuver la dépense globale estimée à 450.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

Que la dépense sera engagée sur le crédit inscrit à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 et couverte par d'éventuels subsides octroyés par Vlaamse Gemeenschapscommissie (420.000,00 EUR) et le solde par fonds d'emprunt;

Article 6

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte;

Article 7

De soumettre le marché aux règles de la procédure européenne.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Opdracht van werken betreffende de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat - Ontwerp - GR15.024.

DE RAAD,

Overwegende dat de nieuwe paviljoenen geïnstalleerd kunnen worden op de terreinen die toebehoren aan het gemeentebestuur, Toverfluitstraat;

Neemt kennis van het bestek n°D14.027 bis, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld de Dienst Openbare Werken;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen ;

Overwegende dat om de risico's op een beroep met betrekking tot de kwalificatie van de opdracht te beperken wordt er voorgesteld om de hiervoor vermelde overheidsopdracht te onderwerpen aan de regels van de Europese procedure;

Overwegende dat het nodige krediet ingeschreven is op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouw worden aan de privé-sector bij open aanbesteding;

Gelet de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en van het K.B. van 14

januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1

Het ontwerp m.b.t. de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat goed te keuren;

Artikel 2

Het bestek n°D14.027 bis, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken goed te keuren;

Article 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst openbare werken goed te keuren;

Artikel 4

De global uitgave geraamd ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

Dat de uitgave zal worden vastgelegd op het krediet ingeschreven op artikel 7220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2015 en ze te dekken door eventuele subsidies toegekend door Vlaams Gemeenschapscommissie (420.000,00 EUR) en het saldo door leningsgelden;

Artikel 6

Gebruik te maken van de procedure van open aanbesteding;

Artikel 7

De overheidsopdracht te onderwerpen aan de regels van de Europese procedure.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0012 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - Marché de travaux relatif à l'installation d'un système de ventilation à la crèche Louise Lumen - Projet - CC15.033.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il y a lieu d'installer un système de ventilation dans les locaux de la crèche Louise Lumen;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier spécial des charges et du métré ;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 100.211,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 21.044,31 EUR) soit 121.255,31 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires (90.000,00 EUR + 45.000,00 EUR sous réserve d'approbation des modifications budgétaires) sont inscrits à l'art 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que conformément à l'article 105 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, une

procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de fournitures et de services qui n'atteignent pas les seuils européens : 200.000,00 EUR HTVA et pour les marchés de travaux qui n'atteignent pas le seuil de 600.000,00 EUR HTVA ;
Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu les art.117 et 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Sous réserve d'approbation des modifications budgétaires;

Article 1

D'approuver le projet relatif aux travaux d'installation d'un système de ventilation dans les locaux de la crèche Louise Lumen ainsi que le cahier spécial des charges et le métré établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 2

D'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

D'approuver le projet d'avis de marché établi par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D'approuver la dépense globale estimée à 135.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

Que la dépense sera engagée sur le crédit inscrit à l'art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 et le solde par fonds d'emprunt;

Article 6

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Opdracht van werken betreffende de installatie van een ventilatie in de Kinderdagverblijf "Louise Lumen" - Ontwerp - GR15.033.

DE RAAD,

Overwegende dat er een ventilatiesysteem dient te worden voorzien in de lokalen van het kinderdagverblijf Louise Lumen;

Neemt kennis van het ontwerp hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken, alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 100.211,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 21.044,31 EUR) ad. 121.255,31 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat de nodige kredieten (90.000,00 EUR + 45.000,00 EUR onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen) zullen ingeschreven worden op art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 ;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij

vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
Overwegende dat in overeenstemming met artikel 105 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking toegelaten is bij opdrachten voor leveringen en diensten die de Europese drempel van 200.000,00 EUR excl. btw niet overschrijden en bij opdrachten van werken die onder de drempel van 600.000,00 EUR excl. btw blijven;
Overwegende dat de opdracht dientengevolge gegund mag worden via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;
Gelet de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende gunning van overheidsopdrachten in klassieke sectoren en van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 14.09.2015;

BESLUIT :

Onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de installatie van een ventilatiesysteem in kinderdagverblijf "Louise Lumen";

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

De globale uitgave geraamd ad. 135.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

Dat de uitgave zal worden vastgelegd op het krediet ingeschreven op artikel 8440/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2015 en het saldo door leningsgelden ;

Artikel 6

Gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0013 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - Ecole 16 - Réaménagement des cours de récréation - Engagement de la dépense - CC15.027.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 17.12.2014 décidant e.a :

Article 1

d'approuver le projet relatif au réaménagement des cours de récréation de l'école 16 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 371.900,83 HTVA (TVA 21% soit 78.099,17 EUR) ; soit 450.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

de réserver à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Vu sa décision en date du 25.02.2015 décidant e.a. :

Article 1

D'approuver le cahier des charges et ses annexes modifiés selon les remarques de l'autorité de Tutelle relatif au réaménagement des cours de récréation de l'école 16 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2014 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 350.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi), ont été prévus à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

De maintenir ses décisions en date du 17.12.2014 et du 25.02.2015;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 350.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 et de la couvrir par fond d'emprunt.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - School 16 - Herinrichting van de speelplaatsen - Vastlegging van de uitgave - GR15.027.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 17.12.2014 waarbij o.a. werd besloten:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de herinrichting van de speelplaatsen van school 16 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 371.900,83 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% : 78.099,17 EUR); ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de open aanbesteding;

Gelet op zijn beslissing van 25.02.2015 waarbij o.a. werd besloten:

Artikel 1

Het bestek en zijn bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichthoudende overheid betreffende de herinrichting van de speelplaatsen van school 16 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Overwegende bijgevolg dat alle voorwaarden vervuld zijn om tot de toekenning van de opdracht over te gaan;

Overwegende dat de kredieten die in 2014 bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad voorbehouden werden, nooit vastgelegd werden bij gebrek aan de toekenning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan;

Overwegende dat de vereiste kredieten, namelijk 350.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag), voorzien werden in art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1

Zijn beslissingen van 17.12.2014 en van 25.02.2015 te handhaven;

Artikel 2

De uitgave voor een bedrag van 350.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) vast te leggen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en ze te dekken met leningsgelden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - PTI 2013-2015 - Projet n°2 - Réaménagement des voiries des
rues de la Sonatine, Sérénade et Caprice - Projet - CC15.019.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 21.03.2013 de présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, le dossier suivant : Réaménagement des voiries des rues de la Sonatine, Sérénade et Caprice (projet n° 02) ;

Considérant que ce projet n°2 est subsidiable à concurrence de 50% ;

Vu les dispositions de l’Arrêté du Gouvernement en date du 16 juillet 1998 fixant la composition du dossier de demande de subsides, intégrant e.a.:

- un engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de 20 ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- de fixer un programme d'entretien pour les 5 ans qui suivent la réception provisoire des travaux indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire ;
Considérant que les voiries précitées nécessitent un réaménagement complet, de façades à façades et qu'il y a donc lieu de procéder à leurs rénovations complètes ;
Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier spécial des charges, des métrés et des plans établis par l'auteur de projet ;
Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;
Considérant que la dépense peut être estimée à 871.896,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 183.098,27 EUR) soit 1.054.994,77 EUR TVAC ;
Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;
Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2013 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14.09.2015;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet relatif au réaménagement des voiries des rues de la Sonatine, Sérénade et Caprice;

Article 2

D'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D'approuver la dépense estimée à 871.896,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 183.098,27 EUR) soit 1.054.994,77 EUR TVAC;

Article 5

De solliciter, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 l'octroi du subside (un montant estimé à 506.250,00 EUR) réservé au réaménagement des voiries des rues de la Sonatine, Sérénade et Caprice (projet n°2) ;

Article 6

De notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien des rues de la Sonatine, Sérénade et Caprice (Projet n° 02) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 à savoir respectivement : 4.700,00 EUR, 5.800,00 EUR, 7.000,00 EUR, 8.200,00 EUR, 10.000,00 EUR ;

Article 7

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Article 8

De prévoir la dépense globale d'un montant de 959.086,15 EUR HTVA (TVA 21% soit 201.408,09 EUR) soit 1.160.494,25 EUR TVAC à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire 2016 et de la couvrir, sous réserve de l'obtention de l'accord de l'autorité subsidiaire, par les subsides octroyés dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 à concurrence de 506.250,00 EUR et par fonds d'emprunt à concurrence du solde.

Le Conseil approuve le point.
26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Driejarenplan 2013-2015 - Project nr. 02 - Inrichtingen van de wegenissen van Sonatine, Serenade en Grilstraten - Ontwerp - GR15.019.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 21.03.2013 het voorstel voor te leggen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Regionale dienst voor financiering van de gemeentelijke investeringen – in het kader van het driejarenplan 2013-2014-2015 voor volgend dossier : Inrichting van de wegenissen van de straten Sonatine, Serenade en Gril (Project nr. 02);

Overwegende dat dit project nr 02 voor 50 % subsidieerbaar is;

Gelet op de beschikkingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 16.07.1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvraag met o.a. invoeging van:

- een verklaring op erewoord geen vervreemding of verandering van bestemming van het goed uit te voeren gedurende de twintig jaar volgend op de toekenning van de subsidies, zonder er voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheden van op de hoogte te stellen ;
- een onderhoudsprogramma vast te leggen voor de 5 jaren na de voorlopige oplevering van de werken met vermelding van de financiële voorzieningen voor elk begrotingsjaar;

Overwegende dat de wegenissen van de voornoemde straten een volledige inrichting van gevel tot gevel vereist en dat er moet overgegaan worden tot de volledige renovatie;

Neemt kennis van het ontwerp hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken, alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 871.896,50 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 183.098,27 EUR) ad. 1.054.994,77 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privésector bij open aanbesteding;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2013 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 14.09.2015;

BESLUIT :

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de inrichting van de wegenis van de straten Sonatine,

Serenade en Grilstraten (project nr 02) in het kader van het driejarenplan 2013-2015;

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

De uitgave geraamd ad. 871.896,50 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 183.098,27 EUR) ad. 1.054.994,77 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

In het kader het driejarenplan 2013-2015, de toekenning aan te vragen van de subsidies (506.250,00 EUR) voorbehouden voor de inrichtingen van de wegenissen van Sonatine, Serenade en Grilstraten (project nr 02);

Artikel 6

De Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen
- dat voor het onderhoud van de Sonatine, Serenade en Grilstraten (project nr. 02) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 hetzij respectievelijk : 4.700,00 EUR, 5.800,00 EUR, 7.000,00 EUR, 8.200,00 EUR, 10.000,00 EUR;

Artikel 7

Gebruik te maken van de open aanbesteding.

Artikel 8

Om de globale uitgave voor een bedrag van 959.086,15 EUR btw excl. (btw 21% hetzij 201.408,09 EUR), hetzij 1.160.494,25 EUR btw incl. te voorzien op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting 2016 en ze te dekken, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2013-2015 ten bedrage van 506.250,00 EUR en met leningsgeldten ten bedrage van het saldo.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0015 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - PTI 2013-2015 - Projet n° 09 - Réaménagement de voirie de la rue Bouvier - Projet - CC15.018.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 21.03.2013 de présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, le dossier suivant : Réaménagement de voirie de la rue de Bouvier (projet n° 09) ;
Considérant que ce projet n°9 est subsidiable à concurrence de 50% ;

Vu les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement en date du 16 juillet 1998 fixant la composition du dossier de demande de subsides, intégrant e.a.:

- un engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de 20 ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante ;
- de fixer un programme d'entretien pour les 5 ans qui suivent la réception provisoire des travaux indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire ;

Considérant que la voirie précitée nécessite un réaménagement complet, de façades à façades et qu'il y a donc lieu de procéder à la rénovation complète ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier spécial des charges, des métrés et des plans établis par l'auteur de projet;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 287.592,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 60.394,53 EUR) soit 347.986,93 EUR TVAC ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que conformément à l'article 105 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, une procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de fournitures et de services qui n'atteignent pas les seuils européens : 200.000,00 EUR HTVA et pour les marchés de travaux qui n'atteignent pas le seuil de 600.000,00 EUR HTVA ;

Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14.09.2015;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet relatif au réaménagement de voirie de la rue de Bouvier (projet n°9) dans le cadre du PTI 2013-2015.

Article 2

D'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D'approuver la dépense estimée à 287.592,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 60.394,43 EUR) soit 347.986,93 EUR TVAC;

Article 5

De solliciter, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 l'octroi du subside (soit 173.993,46 EUR) réservé au réaménagement de voirie de la rue de Bouvier (projet n°9) ;

Article 6

De notifier à l'autorité subsidiante :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante ;
- que pour l'entretien de la rue Bouvier (Projet n° 09) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 à savoir

respectivement :

1.600,00 EUR, 2.000,00 EUR, 2.400,00 EUR, 2.800,00 EUR, 3.200,00 EUR ;

Article 7

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Article 8

De prévoir la dépense globale d'un montant de 316.351,75 EUR HTVA (TVA 21% soit 66.433,87 EUR) soit 382.785,62 EUR TVAC à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire 2016 et de la couvrir, sous réserve de l'obtention de l'accord de l'autorité subsidiaire, par les subsides octroyés dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 à concurrence de 173.993,46 EUR et par fonds d'emprunt à concurrence du solde.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Driejarenplan 2013-2015 - Project nr. 09 - Inrichtingen de wegenis van Bouvierstraat - Ontwerp - GR15.018.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 21.03.2013 het voorstel voor te leggen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Regionale dienst voor financiering van de gemeentelijke investeringen – in het kader van het driejarenplan 2013-2014-2015 van volgend dossier : Inrichtingen van de wegenis van de Bouvierstraat (Project nr. 09);

Overwegende dat dit project nr 09 voor 50 % subsidieerbaar is;

Gelet op de beschikkingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 16.07.1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvraag met o.a. invoering van:

- een verklaring op erewoord er geen vervreemding of verandering van bestemming van het goed uit te voeren gedurende de twintig jaar volgend op de toekenning van de subsidies, zonder er voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheden van op de hoogte te stellen ;
- een onderhoudsprogramma vast te leggen voor de 5 jaren na de voorlopige oplevering van de werken met vermelding van de financiële voorzieningen voor elk begrotingsjaar;

Overwegende dat de wegenis van de voornoemde straat een volledige inrichting van gevel tot gevel vereist en dat er moet overgegaan worden tot de volledige renovatie;

Neemt kennis van het ontwerp hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken, alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 287.592,50 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 60.394,43 EUR) ad. 347.986,93 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 105 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking toegelaten is bij opdrachten voor leveringen en diensten die de Europese drempel van 200.000,00 EUR excl. btw niet overschrijden en bij opdrachten van werken die onder de drempel van 600.000,00 EUR excl. btw blijven;

Overwegende dat de opdracht dientengevolge gegund mag worden via vereenvoudigde

onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 14.09.2015;

BESLUIT :

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de inrichting van de Bouvierstraat (project nr 09) in het kader van het driejarenplan 2013-2015 goed te keuren;

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

De uitgave geraamd ad. 287.592,50 EUR BTW niet inbegrepen(BTW 21% ad. 60.394,43 EUR) ad. 347.986,93 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

In het kader van het driejarenplan 2013-2015, de toekenning aan te vragen van de subsidies (ad 173.993,46 EUR) voorbehouden voor de inrichting van de wegnis van Bouvierstraat (project nr 09);

Artikel 6

De Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van de Bouvierstraat (project nr. 09) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 hetzij respectievelijk : 1.600,00 EUR, 2.000,00 EUR, 2.400,00 EUR, 2.800,00 EUR, 3.200,00 EUR;Artikel 7

Gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 8

Om de globale uitgave voor een bedrag van 316.351,75 EUR btw excl. (btw 21% hetzij 66.433,87 EUR), hetzij 382.785,62 EUR btw incl. te voorzien op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting 2016 en ze te dekken, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2013-2015 ten bedrage van 173.993,46 EUR en met leningsgelden ten bedrage van het saldo.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Travaux publics - PTI 2013-2015 - Projet n° 08 - Réaménagement de la Place Jef Mennekens et la rue De Koninck - Projet - CC15.028.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 21.03.2013 de présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, le dossier suivant : Réaménagement de la Place Jef Mennekens et la rue De Koninck (projet n° 08) ;

Considérant que ce projet n°8 est subsidiable à concurrence de 50% ;

Vu les dispositions de l’Arrêté du Gouvernement en date du 16 juillet 1998 fixant la composition du dossier de demande de subsides, intégrant e.a.:

- un engagement sur l’honneur de ne pas aliéner ou modifier l’affectation du bien pendant une période de 20 ans à dater de l’octroi du subside sans en avertir au préalable l’autorité subsidiante ;

- de fixer un programme d’entretien pour les 5 ans qui suivent la réception provisoire des travaux indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire ;

Considérant que la voirie précitée nécessite un réaménagement complet, de façades à façades et qu’il y a donc lieu de procéder à la rénovation complète ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier des charges, des métrés et des plans établis par l’auteur de projet;

Prend connaissance du projet d’avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 673.971,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 141.534,02 EUR) soit 815.505,52 EUR TVAC ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d’une procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que conformément à l’article 105 de l’arrêté royal du 15 juillet 2011, une procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de fournitures et de services qui n’atteignent pas les seuils européens : 200.000,00 EUR HTVA et pour les marchés de travaux qui n’atteignent pas le seuil de 600.000,00 EUR HTVA ;

Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l’article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l’A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et l’A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l’art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14.09.2015;

DECIDE

Article 1

D’approuver le projet relatif au réaménagement de la Place Jef Mennekens et la rue De Koninck (projet n°8) dans le cadre du PTI 2013-2015.

Article 2

D’approuver le cahier des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l’auteur de projet ;

Article 3

D’approuver le projet d’avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D’approuver la dépense estimée à 673.971,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 141.534,02 EUR) soit 815.505,52 EUR TVAC;

Article 5

De solliciter, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 l'octroi du subside (407.752,76 EUR) réservé au réaménagement de la Place Jef Mennekens et la rue De Koninck (projet n°8) ;

Article 6

De notifier à l'autorité subsidiante :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante ;
- que pour l'entretien de la Place Jef Mennekens et la rue De Koninck (Projet n° 08) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 à savoir respectivement :

3.600,00 EUR, 4.500,00 EUR, 5.400,00 EUR, 6.300,00 EUR, 7.200,00 EUR ;

Article 7

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Article 8

De prévoir la dépense globale d'un montant de 673.971,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 141.534,02 EUR) soit 815.505,52 EUR TVAC à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire 2016 et de la couvrir, sous réserve de l'obtention de l'accord de l'autorité subsidiante, par les subsides octroyés dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 à concurrence de 407.752,76 EUR et par fonds d'emprunt à concurrence du solde.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Driejarenplan 2013-2015 - Project nr. 08 - Inrichtingen van Jef Mennekensplaats en De Koninckstraat - Ontwerp - GR15.028.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 21.03.2013 dat voorstelt om aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Regionale dienst voor financiering van de gemeentelijke investeringen – in het kader van het driejarenplan 2013-2014-2015 volgend dossier voor te leggen: Inrichtingen van Jef Mennekensplaats en De Koninckstraat (Project nr. 08);

Overwegende dat dit project nr 08 voor 50 % subsidieerbaar is;

Gelet op de beschikkingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 16.07.1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvraag met o.a. invoeging van:

- een verklaring op erewoord er geen vervreemding of verandering van bestemming van het goed uit te voeren gedurende de twintig jaar volgend op de toekenning van de subsidies, zonder er voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheden van op de hoogte te stellen ;
- een onderhoudsprogramma vast te leggen voor de 5 jaren na de voorlopige oplevering van de werken met vermelding van de financiële voorzieningen voor elk begrotingsjaar;

Overwegende dat de wegenis van de voornoemde straat een volledige inrichting van gevel tot gevel vereist en dat er moet overgegaan worden tot de volledige renovatie;

Neemt kennis van het ontwerp hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken,

alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 673.971,50 EUR BTW niet inbegrepen(BTW 21% ad. 141.534,02 EUR) ad. 815.505,52 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 105 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking toegelaten is bij opdrachten voor leveringen en diensten die de Europese drempel van 200.000,00 EUR excl. btw niet overschrijden en bij opdrachten van werken die onder de drempel van 600.000,00 EUR excl. btw blijven;

Overwegende dat de opdracht dientengevolge gegund mag worden via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;

Gelet de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 14.09.2015

BESLUIT :

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de Inrichtingen van Jef Mennekensplaats en De Koninckstraat (project nr 08) in het kader van het driejarenplan 2013-2015;

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

De uitgave geraamd ad. 673.971,50 EUR BTW niet inbegrepen(BTW 21% ad. 141.534,02 EUR) ad. 815.505,52 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

In het kader het driejarenplan 2013-2015, de toekenning aan te vragen van de subsidies (ad 407.752,76 EUR) voorbehouden voor de inrichtingen van Jef Mennekensplaat en De Koninckstraat (project nr 08);

Artikel 6

De Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen
- dat voor het onderhoud van de Jef Mennekensplaats en de De Koninckstraat (project nr. 08) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 hetzij respectievelijk: 3.600,00 EUR, 4.500,00 EUR, 5.400,00 EUR, 6.300,00 EUR, 7.200,00 EUR

Artikel 7

Gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 8

Om de globale uitgave voor een bedrag van 673.971,50 EUR btw excl. (btw 21% hetzij 141.534,02 EUR), hetzij 815.505,52 EUR btw incl. te voorzien op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting 2016 en ze te dekken, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2013-2015 ten bedrage van 407.752,76 EUR en met leningsgelden ten bedrage van het saldo.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0017 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - PTI 2013-2015 - Projet n° 07 - Réaménagement de la rue
Verheyden - Projet - CC15.030.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 21.03.2013 de présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, le dossier suivant : Réaménagement de la rue Verheyden (projet n° 07) ;

Considérant que ce projet n°7 est subsidiable à concurrence de 50% ;

Vu les dispositions de l’Arrêté du Gouvernement en date du 16 juillet 1998 fixant la composition du dossier de demande de subsides, intégrant e.a.:

- un engagement sur l’honneur de ne pas aliéner ou modifier l’affectation du bien pendant une période de 20 ans à dater de l’octroi du subside sans en avertir au préalable l’autorité subsidiante ;
- de fixer un programme d’entretien pour les 5 ans qui suivent la réception provisoire des travaux indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire ;

Considérant que la voirie précitée nécessite un réaménagement complet, de façades à façades et qu’il y a donc lieu de procéder à la rénovation complète ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier des charges, des métrés et des plans établis par l’auteur de projet;

Prend connaissance du projet d’avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 166.141,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 34.889,72 EUR) soit 201.031,22 EUR TVAC ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d’une procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que conformément à l’article 105 de l’arrêté royal du 15 juillet 2011, une procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de fournitures et de services qui n’atteignent pas les seuils européens : 200.000,00 EUR HTVA et pour les marchés de travaux qui n’atteignent pas le seuil de 600.000,00 EUR HTVA ;

Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l’article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l’A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et l’A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 14.09.2015;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet relatif au réaménagement de la rue Verheyden (projet n° 07) dans le cadre du PTI 2013-2015;

Article 2

D'approuver le cahier des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D'approuver la dépense estimée à 166.141,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 34.889,72 EUR) soit 201.031,22 EUR TVAC ;

Article 5

De solliciter, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 l'octroi du subside (soit 100.515,61 EUR) réservé au réaménagement de la rue Verheyden (projet n° 07) ;

Article 6

De notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avvertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien de la rue Verheyden (Projet n° 07) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 à savoir respectivement : 800,00 EUR, 1.100,00 EUR, 1.310,00 EUR, 1.520,00 EUR, 1.730,00 EUR ;

Article 7

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Article 8

De prévoir la dépense globale d'un montant de 182.755,65 EUR HTVA (TVA 21% soit 38.378,69 EUR) soit 221.134,34 EUR TVAC à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire 2016 et de la couvrir, sous réserve de l'obtention de l'accord de l'autorité subsidiaire, par les subsides octroyés dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 à concurrence de 100.515,61 EUR et par fonds d'emprunt à concurrence du solde.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare Werken - Driejarenplan 2013-2015 - Project nr. 07 - Inrichting van Verheydenstraat - Ontwerp - GR15.030.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 21.03.2013 het voorstel voor te leggen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Regionale dienst voor financiering van de gemeentelijke investeringen – in het kader van het driejarenplan 2013-2014-2015

van volgend dossier : inrichting van de Verheydenstraat (Project nr. 07);
Overwegende dat dit project nr 03 voor 50% subsidieerbaar is;
Gelet op de beschikkingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 16.07.1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvraag met o.a. invoeging van:

- een verklaring op erewoord geen vervreemding of verandering van bestemming van het goed uit te voeren gedurende de twintig jaar volgend op de toekenning van de subsidies zonder er voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheden van op de hoogte te stellen ;
- een onderhoudsprogramma vast te leggen voor de 5 jaren na de voorlopige oplevering van de werken met vermelding van de financiële voorzieningen voor elk begrotingsjaar;

Overwegende dat de wegnis van de voornoemde straat een volledige nrichting van gevel tot gevel vereist en dat er moet overgegaan worden tot de volledige renovatie;
Neemt kennis van het ontwerp hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken, alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 166.141,50 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 34.889,72 EUR) ad. 201.031,22 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 105 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking toegelaten is bij opdrachten voor leveringen en diensten die de Europese drempel van 200.000,00 EUR excl. btw niet overschrijden en bij opdrachten van werken die onder de drempel van 600.000,00 EUR excl. btw blijven;

Overwegende dat de opdracht dientengevolge gegund mag worden via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;

Gelet de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 14.09.2015

BESLUIT :

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de Inrichting van Verheydenstraat(Project nr. 07) in het kader van het driejarenplan 2013-2015;

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

De uitgave geraamd ad. 166.141,50 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 34.889,72 EUR) ad. 201.031,22 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

In het kader het driejarenplan 2013-2015 de toekenning aan te vragen van de subsidies (ad 100.515,61 EUR) voorbehouden voor de inrichting van de Verheydenstraat(Project nr. 07);

Artikel 6

De Subsidiërende Overheid ter kennis te brengen :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen, waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van de Verheydenstraat (project nr. 03) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 hetzij respectievelijk : 800,00 EUR, 1.100,00 EUR, 1.310,00 EUR, 1.520,00 EUR, 1.730,00 EUR;

Artikel 7

Gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 8

Om de globale uitgave voor een bedrag van 182.755,65 EUR btw excl. (btw 21% hetzij 38.378,69 EUR), hetzij 221.134,34 EUR btw incl. te voorzien op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting 2016 en ze te dekken, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2013-2015 ten bedrage van 100.515,61 EUR en met leningsgelden ten bedrage van het saldo.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0018 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux publics - PTI 2013-2015 - Projet n° 03 - Réaménagement des rues
Melpomène et Calliope - Projet - CC15.029.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 21.03.2013 de présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, le dossier suivant : Réaménagement des rues Melpomène et Calliope(projet n° 03) ;

Considérant que ce projet n°3 est subsidiable à concurrence de 50% ;

Vu les dispositions de l’Arrêté du Gouvernement en date du 16 juillet 1998 fixant la composition du dossier de demande de subsides, intégrant e.a.:

- un engagement sur l’honneur de ne pas aliéner ou modifier l’affectation du bien pendant une période de 20 ans à dater de l’octroi du subside sans en avertir au préalable l’autorité subsidiante ;

- de fixer un programme d’entretien pour les 5 ans qui suivent la réception provisoire des travaux indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire ;

Considérant que la voirie précitée nécessite un réaménagement complet, de façades à façades et qu’il y a donc lieu de procéder à la rénovation complète ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier des charges, des métrés et des plans établis par l’auteur de projet;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 510.222,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 107.146,62 EUR) soit 617.368,62 EUR TVAC ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que conformément à l'article 105 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, une procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de fournitures et de services qui n'atteignent pas les seuils européens : 200.000,00 EUR HTVA et pour les marchés de travaux qui n'atteignent pas le seuil de 600.000,00 EUR HTVA ;

Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21.09.2015;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet relatif au réaménagement des rues Melpomène et Calliope (projet n°3) dans le cadre du PTI 2013-2015;

Article 2

D'approuver le cahier des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

D'approuver la dépense estimée à 510.222,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 107.146,62 EUR) soit 617.368,62 EUR TVAC ;

Article 5

De solliciter, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 l'octroi du subside (soit 308.684,31 EUR) réservé au réaménagement des rues Melpomène et Calliope (projet n°3) et le solde par des fonds d'emprunt ;

Article 6

De notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avvertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien des rues Melpomène et Calliope (Projet n° 03) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 à savoir respectivement : 2.700,00 EUR, 3.400,00 EUR, 4.100,00 EUR, 4.800,00 EUR, 5.500,00 EUR ;

Article 7

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité ;

Article 8

De prévoir la dépense globale d'un montant de 510.222,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 107.146,62 EUR) soit 617.368,62 EUR TVAC à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire 2016 et de la couvrir, sous réserve de l'obtention de l'accord de

l'autorité subsidiaire, par les subsides octroyés dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 à concurrence de 308.684,31 EUR et par fonds d'emprunt à concurrence du solde.

Le Conseil approuve le point.
26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Openbare werken - Driejarenplan 2013-2015 - Project nr. 03 - Inrichtingen van Melpomene en Calliopestraat - Ontwerp - GR15.029.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 21.03.2013 het voorstel voor te leggen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Regionale dienst voor financiering van de gemeentelijke investeringen – in het kader van het driejarenplan 2013-2014-2015 van volgend dossier : inrichting van Melpomene en Calliopestraat (Project nr. 03);

Overwegende dat dit project nr 03 voor 50 % subsidieerbaar is;

Gelet op de beschikkingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 16.07.1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvraag met o.a. invoeging van:

- een verklaring op erewoord geen vervreemding of verandering van bestemming van het goed uit te voeren gedurende de twintig jaar volgend op de toekenning van de subsidies, zonder er voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheden van op de hoogte te brengen ;
- een onderhoudsprogramma vast te leggen voor de 5 jaren na de voorlopige oplevering van de werken met vermelding van de financiële voorzieningen voor elk begrotingsjaar;

Overwegende dat de wegenis van de voornoemde straat een volledige inrichting van gevel tot gevel vereist en dat er moet overgegaan worden tot de volledige renovatie;

Neemt kennis van het ontwerp hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken, alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 510.222,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 107.146,62 EUR) ad. 617.368,62 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 105 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking toegelaten is bij opdrachten voor leveringen en diensten die de Europese drempel van 200.000,00 EUR excl. btw niet overschrijden en bij opdrachten van werken die onder de drempel van 600.000,00 EUR excl. btw blijven;

Overwegende dat de opdracht dientengevolge gegund mag worden via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenstemming met artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;

Gelet de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in klassieke sectoren en van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 21.09.2015;

BESLUIT :

Artikel 1

Het ontwerp betreffende de Inrichtingen van Melpomene en Calliopestraat (project nr 03) in het kader van het driejarenplan 2013-2015;

Artikel 2

Het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

Het ontwerp van aankondiging van opdracht hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

De uitgave geraamd ad. 510.222,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 107.146,62 EUR) ad. 617.368,62 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

In het kader het driejarenplan 2013-2015, de toekenning aan te vragen van de subsidies (ad 308.684,31 EUR) voorbehouden voor de inrichting van de straten Melpomene en Calliope (project nr 03) en het saldo met lenningsgelden;

Artikel 6

De Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen van :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van Melpomene en Calliopestraat (project nr. 03) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 hetzij respectievelijk: 2.700,00 EUR, 3.400,00 EUR, 4.100,00 EUR, 4.800,00 EUR, 5.500,00 EUR;

Artikel 7

Gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Artikel 8

Om de globale uitgave voor een bedrag van 510.222,00 EUR btw excl. (btw 21% hetzij 107.146,62 EUR), hetzij 617.368,62 EUR btw incl. te voorzien op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting 2016 en ze te dekken, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2013-2015 ten bedrage van 308.684,31 EUR en met lenningsgelden ten bedrage van het saldo.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0019 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Développement urbain - PGV - Habitat Solidaire Séniors - Angle rue Van Malder - Rue de la Campine - Marché de travaux pour la construction d'un immeuble de logements - Cahier spécial des charges - Dossier d'adjudication - Revu délibération du Conseil communal du 27 mai 2015.

LE CONSEIL,

Revu la délibération du Conseil communal en date du 27 mai 2015 décidant entre autres :

- De prendre connaissance, d'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans et métrés établis en vue de la construction d'un immeuble de logements (Angle rue Van Malder - rue de la Campine – 1080 Molenbeek-Saint-Jean) ;

Considérant que Bruxelles Pouvoirs Locaux a émis différentes remarques qui nécessitent une approbation par le Conseil communal de la nouvelle version du dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans et métrés établis ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 2 mai 2013 décidant entre autres d'approuver la fiche projet concernant le projet Habitat Solidaire Sénior ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 20 novembre 2013 décidant entre autres d'approuver la 'Convention « Ville Durable 2013 »' pour la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013 relatif à la Politique des Grandes Villes ;

Considérant que la convention « Ville Durable 2013 » prévoit le budget nécessaire pour la mission d'auteur de projet pour la construction d'un immeuble de logements « Habitat solidaire pour séniors » ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 4 juin 2014 décidant entre autres d'approuver la 'Convention « Ville Durable 2014 »' pour la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 relative à la Politique des Grandes Villes ;

Considérant que la convention « Ville Durable 2014 » prévoit un budget supplémentaire afin de couvrir les frais d'honoraires et de travaux ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juillet 2014 décidant entre autres :

- Sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande au Bureau d'Architecture Matz-Haucotte

(TVA n° : 746.255.345), Avenue Wielemans Ceuppens, 79 à 1190 Bruxelles pour une mission d'auteur de projet pour la construction d'un immeuble de logements sur l'angle de la rue Van Malder et de la rue de la Campine à 1080 Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 80.000,00 euros HTVA, soit 96.800,00 euros TVAC ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 septembre 2014 décidant entre autres d'approuver l'avant-projet estimé à 828.406,40 € HTVA et les plans proposés par le Bureau d'Architecture Matz-Haucotte pour la construction d'un immeuble de logements sur l'angle de la rue Van Malder et de la rue de la Campine à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le dossier d'adjudication établi par Bureau d'Architecture Matz-Haucotte comprenant le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis en vue de la réalisation des travaux ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 943.306,38 € euros HTVA (soit 1.056.503,15 euros TVAC);

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2007, concernant la circulaire du 2 août 2006 demandant de tenir compte lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public des conséquences des clauses contractuelles du cahier spécial des charges telles que la révision des prix ou les quantités présumées ;

Considérant que le montant de cette marge peut être fixé à 10% du montant de l'estimation, soit un montant de 1.162.153,46 euros TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et que la dépense sera couverte par les subsides

octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;
Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;
Vu les art. 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006 ;
Vu les art. 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'article 5§2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

Article 1

De prendre connaissance, d'approuver et de faire sien la nouvelle version du dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans et métrés établis en vue de la construction d'un immeuble de logements (Angle rue Van Malder - rue de la Campine – 1080 Molenbeek-Saint-Jean) ;

Article 2

D'approuver la dépense estimée à 943.306,38 euros HTVA, soit 1.056.503,15 euros TVAC (12%);

Article 3

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte ;

Article 4

De couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes.

Copie de la présente avec ses annexes sera transmise aux services suivants : B4, B6 et au pouvoir subsidiant.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Stedelijke Ontwikkeling - GSB - Solidair wonen voor senioren - Hoek Van

Malderstraat - Kempenstraat - Opdracht voor werken voor de bouw van een

woningenblok - Bestek - Aanbestedingsdossier - Herziening Beraadslaging van de

Gemeenteraad van 27 mei 2015.

DE RAAD,

In herziening van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 mei 2013 beslissend onder andere :

- Kennis te nemen van en over te gaan tot de goedkeuring van het aanbestedingsdossier houdende het bestek, plannen en meetstaten opgesteld voor de bouw van een gebouw met woningen (Hoek van de Van Malderen Kempenstraat – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), en het zich toe te eigenen;

Overwegende dat Brussel Plaatselijke Besturen verschillende opmerkingen heeft gemaakt die de goedkeuring vergen door de Gemeenteraad van de nieuwe versie van het aanbestedingsdossier dat het opgestelde bestek, plannen en opmetingen bevat;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Burgemeester en Schepenen op 2 mei 2013 beslissend onder andere de projectfiche goed te keuren betreffende het project Solidair Wonen Senioren;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad op 20 november 2013 beslissend onder andere de

“Overeenkomst ‘Duurzame Stad 2013’” goed te keuren voor de periode van 1 januari 2013 tot 31 december 2013, betreffende het Grootstedenbeleid;

Overwegende dat de overeenkomst ‘Duurzame Stad 2013’ het nodige budget voorziet voor de opdracht van de projectverantwoordelijke voor de bouw van een gebouw met woningen “Solidair Wonen Senioren”;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 4 juni 2014 beslissend onder andere de “Overeenkomst ‘Duurzame Stad 2014’ ” goed te keuren voor de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014, betreffende het Grootstedenbeleid;

Overwegende dat de overeenkomst ‘Duurzame Stad 2014’ een bijkomend budget voorziet teneinde de honorariakosten en de kosten voor de werkzaamheden te dekken;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juli 2014 beslissend onder andere:

Op basis van het analyseverslag, het Architectenbureau Matz-Haucotte aan te wijzen en er de bestelling bij te plaatsen (btw-nummer: 746.255.345), Wielemans Ceuppenslaan, 79 te 1190 Brussel,

voor een opdracht van projectverantwoordelijke voor de bouw van een gebouw met woningen op de hoek van de Van Malder- en de Kempenstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van 80.000,00 EUR excl. btw, hetzij 69.800,00 EUR incl. btw;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september 2014 beslissend onder andere het voorontwerp goed te keuren, geraamd op 828.406,40 EUR excl. btw, van de plannen voorgesteld door het Architectenbureau Matz-Haucotte voor de bouw van een gebouw met woningen op de hoek van de Van Malder- en de Kempenstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op het aanbestedingsdossier opgesteld door het Architectenbureau Matz-Haucotte houdende het bestek, de plannen en de meetstaten opgesteld voor de uitvoering van de werkzaamheden;

Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden op 943.306,38 EUR excl. btw (hetzij 1.056.503,15 EUR incl. btw);

Gelet op het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 juli 2007, betreffende de omzendbrief van 2 augustus 2006 om te vragen bij de vastlegging van de uitgave betreffende de gunning van een overheidsopdracht rekening te houden met de contractuele bepalingen van het bestek, zoals de herziening van de prijzen of de vermoede hoeveelheden;

Overwegende dat het bedrag van deze marge kan vastgelegd worden op 10% van het bedrag van de raming, hetzij een bedrag van 1.162.153,46 EUR incl. btw;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn in het artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en dat de uitgave gedekt wordt door subsidies toegekend in het kader van het Grootstedenbeleid;

Overwegende dat de werkzaamheden kunnen toevertrouwd worden aan de privésector via een open aanbesteding;

Gelet op artikels 23 en 24 van de Wet van 15 juni 2006;

Gelet op artikels 80 tot 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op artikel 5§2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

Kennis te nemen van en over te gaan tot de goedkeuring van de nieuwe versie van het aanbestedingsdossier houdende het bestek, plannen en meetstaten opgesteld voor de bouw van een woningblok (Hoek van de Van Malderen Kempenstraat – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), en het zich toe te eigenen;

Artikel 2

De uitgave geraamd op 943.306,38 EUR excl. btw, hetzij 1.056.503,15 EUR incl. btw (12%) goed te keuren;

Artikel 3

Over te gaan tot de procedure van de open aanbesteding;

Artikel 4

De uitgave te dekken via subsidies toegekend in het kader van het Grootstedenbeleid.

Kopie van deze beraadslaging met bijlagen wordt overgedragen aan de volgende diensten: B4, B6 en de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0020 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Mobilité - Rues Joseph Genot, Auguste Van Zande et Fik Guidon - Voiries
limitrophes avec la commune Berchem-Sainte-Agathe - Instauration d'une
reconnaissance mutuelle des cartes de stationnement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu le règlement relatif à la politique communale de stationnement en espace public approuvé par le Conseil communal en séance du 26.11.2014;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière, approuvé par le Conseil Communal, instaurant une zone bleue dans les rues Joseph Genot, Auguste Van Zande (entre l'avenue de la Basilique et la rue Joseph Genot) et rue Fik Guidon ;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière, approuvé par le Conseil Communal, instaurant une zone verte dans la rue Auguste Van Zande (entre la rue Joseph Genot et la chaussée de Gand) ;

Considérant que la commune de Berchem-Sainte-Agathe a également instauré une zone bleue dans sa partie des rues Joseph Genot, Auguste Van Zande et Fik Guidon ;

Considérant que les cartes de stationnement ne sont actuellement valables que sur le territoire d'une seule Commune et que, dès lors, les riverains molenbeekoïses et berchemoïses des rues Joseph Genot, Auguste Van Zande et Fik Guidon ne peuvent se garer sans apposer le disque uniquement sur la partie de la voirie où ils résident;

Considérant qu'il existe entre les communes de Molenbeek-Saint-Jean et Berchem-Sainte-Agathe un intérêt réciproque de collaboration en matière de stationnement géré afin de permettre aux habitants des rues Joseph Genot, Auguste Van Zande et Fik Guidon de stationner sur la totalité de la voirie dans laquelle ils résident;

Considérant que ces voiries se situent à cheval sur les deux Communes et que les limites communales y sont irrégulières et peu visibles pour les automobilistes;

Considérant que cette collaboration aura un effet positif pour la population des deux Communes;

Vu ces motifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE:

Article 1

Les cartes de stationnement « riverain » délivrées par la commune de Berchem-Sainte-Agathe, pour les rues Joseph Genot, Auguste Van Zande et Fik Guidon, sont reconnues par la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour autant que les cartes de stationnement « riverain » délivrées par la commune de Molenbeek-Saint-Jean et par l'Agence du stationnement pour la commune de Molenbeek-Saint- soient également reconnues par la commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Article 2

En contrepartie, la commune de Berchem-Sainte-Agathe est invitée à adopter une décision similaire de manière à ce que les cartes de dérogation de stationnement délivrées par la commune de Molenbeek-Saint-Jean et par l'Agence du stationnement pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean soient reconnues pour le stationnement dans la zone bleue des rues Joseph Genot, Auguste Van Zande et Fik Guidon, situées sur le territoire de sa Commune.

Article 3

Les décisions énoncées aux articles 1 et 2 sont mutuelles et réciproques, par conséquent la mesure n'entrera en vigueur qu'après adoption des décisions prises à ce sujet par les deux Communes.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Mobiliteit - Joseph Genotstraat, de Auguste Van Zandestraat en de Fik

Guidonstraat - Aangrenzende straten met de gemeente Sint-Agatha-Berchem - Instellen van een wederzijdse erkenning van de parkeerkaarten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het reglement met betrekking tot de gemeentelijke politiek betreffende het parkeren in de openbare ruimte, goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 26.11.2014;

Gelet op het aanvullend reglement voor het wegverkeer, door de gemeenteraad goedgekeurd, voor de invoering van een blauwe zone in de Joseph Genotstraat, de Auguste Van Zandestraat (tussen de Basilieklaan en de Joseph Genotstraat) en de Fik Guidonstraat ;

Gelet op het aanvullend reglement voor het wegverkeer, door de gemeenteraad goedgekeurd, voor de invoering van een groene zone in de Auguste Van Zandestraat (tussen de Joseph Genotstraat en de Steenweg op Gent);

Overwegende dat de gemeente Sint-Agatha-Berchem eveneens een blauwe zone in haar deel van de Joseph Genotstraat, de August Van Zandestraat en de Fik Guidonstraat heeft ingevoerd;

Overwegende dat de parkeerkaarten op dit ogenblik enkel geldig zijn op het grondgebied van één gemeente en dat daardoor de Molenbeekenaren en de Berchemenaren van de Joseph Genotstraat, de Auguste Van Zandestraat en Fik Guidonstraat er enkel op het gedeelte van de straat waar zij woonachtig zijn zonder het aanbrengen van de schijf kunnen parkeren;

Overwegende dat er tussen de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Sint-Agatha-Berchem een wederzijds belang bestaat tot samenwerking op gebied van het beheerd parkeren, om de bewoners van de Joseph Genotstraat, de Auguste Van Zandestraat en de Fik Guidonstraat toe te laten om in de volledige straat waar zij woonachtig zijn te parkeren;

Overwegende dat deze straten zich deels op beide gemeenten bevinden en de gemeentelijke grenzen onregelmatig en moeilijk zichtbaar zijn voor de automobilisten;
Overwegende dat deze samenwerking een positief effect voor de bevolking van beide gemeenten zal hebben;
Gezien deze motieven;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

De « bewoners » parkeerkaarten die door de gemeente Sint-Agatha-Berchem uitgegeven worden, voor de de Joseph Genotstraat, de Auguste Van Zandestraat en de Fik Guidonstraat, worden erkend door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor zover dat de « bewoners » parkeerkaarten die door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Parkeeragentschap voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek uitgegeven worden, eveneens door de gemeente Sint-Agatha-Berchem erkend worden.

Artikel 2

In ruil daarvoor, wordt de gemeente Sint-Agatha-Berchem uitgenodigd om een soortgelijk besluit te nemen, zodat de kaarten voor een vrijstelling voor parkeren afgeleverd door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en door het Parkeeragentschap voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek erkend worden voor het parkeren in de blauwe zone van de Joseph Genotstraat, de Auguste Van Zandestraat en de Fik Guidonstraat, gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3

De in de artikels 1 en 2 genoemde besluiten zijn wederzijds en wederkerig en bijgevolg zal de maatregel na de vaststelling van de daarop genomen beslissingen door de twee gemeenten in werking treden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0021 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Urbanisme - Marché public de services - Missions d'auteur de projet pour
l'élaboration du Plan Particulier d'Affectation du Sol HEYVAERT /
BIRMINGHAM / DELAUNOY couvrant la zone comprise entre les rues Delaunoy,
de Groeninghe, de l'Indépendance, des Quatre-Vents, d'Enghien, Nicolas Doyen et
la limite communale avec la Commune d'Anderlecht incluant les rives du canal et la
rue Heyvaert - Procédure négociée directe avec publicité - Cahier spécial des
charges et mode de passation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que l'ensemble de ses arrêtés d'exécution ;

Vu le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire, et plus particulièrement ses articles 40 à 51, et ses arrêtés d'application ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mai 2006 organisant l'intervention financière de la Région dans les frais d'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol ;

Considérant que le Masterplan Canal initié par le service de l'urbanisme et élaboré par le bureau d'étude BUUR en 2011 met en évidence, dans ses recommandations, la

nécessité d'actions concrètes dans 3 quartiers de l'étude : les quartiers Delaunoy, Birmingham et Heyvaert ; que les recommandations du Masterplan établissent une série d'objectifs pour ces 3 quartiers, approuvés par le collège en date du 23 mars 2011, dont la nécessité d'élaborer des études plus approfondies notamment via l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol.

Considérant que les quartiers Delaunoy, Birmingham et Heyvaert présentent le point commun d'un parcellaire de grande taille, largement bâti d'entrepôts et de bâtiments industriels monofonctionnels, mais où – contrairement aux autres quartiers de la commune – la densité de population est relativement faible ;

Considérant que ces 3 quartiers sont également marqués par une modification profonde de la mobilité (modification des quais, accessibilité des camions rendue difficile, mais aussi proximité de la station Delacroix) ; que le quartier Heyvaert est paralysé par une activité économique néfaste, le commerce de voitures, commerce à l'origine de nombreuses nuisances et de plus, peu créateur d'emplois ;

Considérant qu'au regard des différents éléments repris ci-dessus, il y a lieu de procéder à l'élaboration du PPAS susvisé ; que, pour ce faire, il est nécessaire de désigner un bureau d'étude spécialisé et agréé pour assister la Commune dans cette procédure ;

Considérant que la mission confiée à un bureau d'études par le présent marché public aura pour but, l'élaboration d'un Plan Particulier d'Affectation du Sol – PPAS HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY – couvrant la zone comprise entre les rues Delaunoy, de Groeninghe, de l'Indépendance, des Quatre-Vents, d'Enghien, Nicolas Doyen et la limite communale avec la commune d'Anderlecht incluant les rives du canal et la rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le montant total estimé pour ce marché s'élève à 123.966, 94 EUR HTVA soit, 150.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) et est donc sous le seuil de la publicité européenne ;

Considérant que la désignation de ce bureau d'étude peut se faire par procédure négociée directe avec publicité, en vertu de l'article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, de l'article 2, § 1°, 3°, de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 et de l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que les conditions de passation de ce marché sont précisées dans le cahier spécial des charges ci-annexé « PPAS HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY » ;

Considérant qu'une demande de subvention selon la procédure prévue à l'article 6 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale précité sera introduite par la Commune afin de couvrir, dans la mesure du possible, les dépenses engendrées lors de l'élaboration de ce PPAS;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le principe de procéder à l'élaboration du PPAS couvrant la zone comprise entre les rues Delaunoy, de Groeninghe, de l'Indépendance, des Quatre-Vents, d'Enghien, Nicolas Doyen et la limite communale avec la commune d'Anderlecht incluant les rives du canal et la rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité en vue de désigner un bureau d'étude spécialisé et agréé dont la mission serait : l'élaboration du Plan Particulier d'Affectation du Sol – PPAS HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY – couvrant la zone comprise entre les rues Delaunoy, de Groeninghe, de l'Indépendance, des Quatre-Vents, d'Enghien, Nicolas Doyen et la limite communale avec la commune d'Anderlecht incluant les rives du canal et la rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Article 3

D'approuver les termes du cahier spécial des charges ci-annexé « PPAS HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY » et du projet d'avis de marché.

Article 4

D'approuver la dépense globale envisagée pour la passation de ce marché, estimée à 123.966,94 EUR HTVA soit, 150.000,00 EUR TVAC (montant arrondi), financée pour partie par fond d'emprunt et pour partie par subsides de l'ordre minimum de 40%, de réserver cette dépense à l'art. 9300/747/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015

Article 5

D'approuver le principe de demander une subvention à la Région de Bruxelles-Capitale afin de couvrir, dans la plus grande mesure possible, les dépenses engendrées lors de l'élaboration de ce PPAS.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Stedenbouw - Overheidsopdracht voor diensten - Opdracht voor een

projectontwerper voor de uitwerking van een Bijzonder Bestemmingsplan

HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY dat de zone dekt die bevat ligt tussen de Delaunoy-, Groeninghe-, Onafhankelijkheids-, Vier-Winden-, Edingen- en Nicolas Doyenstraat en de gemeentegrens met de Gemeente Anderlecht met inbegrip van de kanaaloevers en de Heyvaertstraat - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking - Bestek en gunningswijze - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gezien artikel 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook al haar uitvoeringsbesluiten;

Gezien het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, meer bepaald zijn artikels 40 tot en met 51 en zijn uitvoeringsbesluiten;

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 mei 2006 houdende organisatie van de gewestelijke financiële tegemoetkoming in de kosten voor het opstellen van de bijzondere bestemmingsplannen;

Overwegende dat het door de dienst Stedenbouw geïnitieerde en door studie bureau Buur in 2011 uitgewerkte Masterplan Kanaal in zijn aanbevelingen de aandacht vestigt op de noodzaak voor concrete acties in 3 wijken van de studie: de Delaunoy-, Birmingham- en Heyvaertwijk; dat de aanbevelingen van het Masterplan een reeks doelstellingen vastleggen voor deze 3 wijken die door het college op 23 maart 2011 zijn goedgekeurd, waarbij de noodzaak om dieper gravende studies uit te werken, met name via de uitwerking van een bijzonder bestemmingsplan;

Overwegende dat de Delaunoy-, Birmingham- en Heyvaertwijk als gemeenschappelijk punt een kadasterplan van grote omvang hebben dat bebouwd is met opslagplaatsen en monofunctionele industriële gebouwen, maar waar - in tegenstelling tot de andere wijken van de gemeente - de bevolkingsdichtheid relatief zwak is;

Overwegende dat deze 3 wijken ook gekenmerkt worden door een diepgaande wijziging van de mobiliteit (wijziging van de kaaien, toegang voor de vrachtwagens moeilijk gemaakt, maar ook nabijheid van het station Delacroix); dat de Heyvaertwijk verlamd wordt door een nefaste economische activiteit, de autohandel, handel die aan de basis ligt van allerlei hinder en die weinig werkgelegenheid oplevert;

Overwegende dat ten aanzien van de verschillende hiervoor vermelde elementen er moet worden overgegaan tot de uitwerking van het hiervoor bedoelde BBP; dat het hiervoor nodig is een gespecialiseerd en erkend studie bureau aan te duiden om de

Gemeente bij deze procedure bij te staan;

Overwegende dat de door deze overheidsopdracht aan een studiebureau toevertrouwde opdracht tot doel heeft een Bijzonder Bestemmingsplan - BBP HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY - dat de zone dekt die vervat ligt tussen de de Delaunoy-, Groeninghe-, Onafhankelijkheids-, Vier-Winden-, Edingen- en Nicolas Doyenstraat en de gemeentegrens met de gemeente Anderlecht met inbegrip van de kanaaloevers en de Heyvaertstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag voor deze opdracht 123.966,94 EUR btw excl. bedraagt, hetzij 150.000 EUR btw incl. (afgerond bedrag) en dus onder de drempel van de Europese bekendmaking valt;

Overwegende dat de aanduiding van dit bureau kan gebeuren met een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26 §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, besluit leveringen en diensten van artikel 2§1°, 3°, van de koninklijk van 15 juli 2011 en artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de voorwaarden voor de plaatsing van de opdracht nauwkeurig zijn vastgelegd in het hierbij gevoegde bestek "PPAS HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY" ;

Overwegende dat een subsidieaanvraag volgens de procedure die in artikel 6 van het hiervoor geciteerde Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is voorzien, zal worden ingediend door de Gemeente om de bij de uitwerking van het BBP voortgebrachte uitgaven in de mate van het mogelijke te dekken;

BESLIST :

Artikel 1

Het principe om over te gaan tot de uitwerking van het BBP dat de zone dekt die vervat ligt tussen de de Delaunoy-, Groeninghe-, Onafhankelijkheids-, Vier-Winden-, Edingen- en Nicolas Doyenstraat en de gemeentegrens met de gemeente Anderlecht met inbegrip van de kanaaloevers en de Heyvaertstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren;

Artikel 2

Gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking om een gespecialiseerd en erkend studiebureau aan te duiden waarvan de opdracht zal zijn: de uitwerking van het Bijzonder Bestemmingsplan - HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY - dat de zone dekt die vervat ligt tussen de de Delaunoy-, Groeninghe-, Onafhankelijkheids-, Vier-Winden-, Edingen- en Nicolas Doyenstraat en de gemeentegrens met de gemeente Anderlecht met inbegrip van de kanaaloevers en de Heyvaertstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 3

De termen van het hierbij gevoegd bestek "PPAS HEYVAERT / BIRMINGHAM / DELAUNOY" en het project van de aankondiging goed te keuren;

Artikel 4

De globale uitgave goed te keuren voor de plaatsing van deze aanbesteding, geraamd op 123.966,94 EUR exclusief btw, hetzij 150.000,00 EUR inclusief btw (afgerond bedrag) deels gefinancierd door middel van een lening en deels door subsidies van minstens 40%,

deze uitgave te reserveren op artikel 9300/747/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2015.

Artikel 5

Het principe voor het aanvragen van een subsidie bij het Brussels Hoofdstedelijke Gewest om de bij de uitwerking van het BBP voortgebrachte uitgaven in de grootst mogelijke mate te dekken, goed te keuren.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

23.09.2015/A/0022 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement Néerlandophone - Communauté Scolaire 1080 - Objectifs des enveloppes de points - Année scolaire 2013-2014.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Scholengemeenschap 1080 - Doelstellingen van de puntenenveloppen - schooljaar 2015-2016.

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Vlaamse Regering van 5 maart 2004 betreffende de puntenenveloppe voor de scholengemeenschappen basisonderwijs;

Gelet op de Ministeriële omzendbrief BaO/2005/10 (ps) van 30 juni 2005 betreffende praktische schikkingen bij de omzendbrief puntenenveloppen voor scholen en scholengemeenschappen basisonderwijs: personeelsformatie en personeelsaspecten;

Gelet op de Ministeriële omzendbrief BaO/2005/12 van 30 juni 2005 betreffende puntenenveloppen voor scholen en scholengemeenschappen basisonderwijs;

Overwegende dat de Gemeenteraad op 23 oktober 2003 de betrekkingen op basis van de puntenenveloppen vastgelegd heeft evenals de algemene aanwervingvoorwaarden, het profiel en de functieomschrijvingen;

Overwegende dat de Gemeenteraad op 26 maart 2014 besloten heeft de scholengemeenschap "1080" voor 6 schooljaren te verlengen;

Overwegende dat in een schrijven van 2 juni 2015 en van 9 juni 2015 vanuit het Departement Onderwijs, de verschillende scholen de volgende punten ontvangen hebben:

	Windroos	Regenboog	Windekind	Paloke	Tijl
ICT-coördinatie	9	17	9	10	7
Administratieve ondersteuning	37	62	38	39	29
Zorgcoördinatie	44	69	44	48	36

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 23 december 2010 besloten heeft school Tijl Uylenspiegel op te splitsen in twee individuele scholen, nl. in school Tijl Uylenspiegel en school Windroos, maar dat voor de zorgpunten, ICT-coördinatie en administratieve ondersteuning de punten nog dienen ingeschat te worden op basis van een schatting van de telling van 1 oktober 2015 voor school Tijl Uylenspiegel;

Overwegende dat de scholengemeenschap 66 punten als stimulus ontvangen heeft en 241 punten zorg;

Gelet op wat er is overeengekomen tijdens de verschillende bestuursvergaderingen met de verschillende schoolhoofden;

BESLUIT :

Voor het schooljaar 2015-2016

Artikel 1

De puntenenveloppen aan te wenden volgens bijgevoegde tabel.

Artikel 2

De puntenenveloppe van 66 punten die als stimulus aan de scholengemeenschap toegekend werd en de 22 restpunten als volgt te gebruiken:

Halftijdse directeur coördinatie – SG

60 punten te spenderen aan de directeur coördinatie – SG met een halftijdse opdracht (12 uren).

Zorgcoördinatie

21 resterende zorgpunten voor 6/36 uren zorg.

Administratieve ondersteuning

7 restpunten voor 4/36 uren administratieve ondersteuning.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0023 **Département Développement Durable et Propreté Publique**
Développement durable - Convention entre la Commune et l'association « Les Amis du Scheutbos » relative à un subside pour leurs activités au Scheutbos.

LE CONSEIL,

Vu le Plan de Développement Communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13 juin 2003 et plus particulièrement le point 2.14 sur le développement durable ;

Considérant que « Les Amis du Scheutbos » contribuent en outre au suivi de la biodiversité à Molenbeek-Saint-Jean et que les activités de cette association contribuent tant à l'information et à la sensibilisation du public qu'à la gestion écologique du site ;

Considérant que l'asbl « Les Amis du Scheutbos » a introduit le 5/02/2015 une demande de subside communal de 800 Euros pour couvrir les frais liés à ses visites guidées et à ses actions de gestion sur le site classé du Scheutbos ;

Considérant que les crédits sont disponibles l'article 8790/332/02 du budget ordinaire 2015 ;

Considérant l'accord du service des Affaires Juridiques sur cette convention en date du 4/09/2015;

DECIDE:

Article 1

D'approuver et de signer la convention avec la l'ASBL Les Amis du Scheutbos.

Article 2

D'octroyer un subside d'un montant de 800 Euros à l'ASBL Les Amis du Scheutbos afin de mener à bien le suivi de la biodiversité, l'information et la sensibilisation du public à la gestion écologique du site.

Article 3

De prévoir la dépense de 800 Euros sur le crédit inscrit à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare reinheid

Duurzame ontwikkeling - Overeenkomst tussen de Gemeente en de VZW « Les Amis du Scheutbos » betreffende een subsidie voor hun activiteiten in het Scheutbos.

DE RAAD,

Gelet op het gemeentelijk ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13 juni 2003 en meer bepaald op punt 2.14 in verband met duurzame ontwikkeling;

Overwegende de vzw « Les Amis du Scheutbos » bijdragen aan de opvolging van de biodiversiteit te Sint-Jans-Molenbeek en dat de activiteiten van deze vereniging zowel bijdragen aan het informeren en sensibiliseren van het publiek als aan het ecologische beheer van de site;

Overwegende dat de vzw « Les Amis du Scheutbos » ” op 5/02/2015 een aanvraag voor een gemeentelijke subsidie heeft ingediend voor een bedrag van 800 euro om de kosten te dekken van de begeleide wandelingen en de acties voor het beheer van de geklasseerde site van het Scheutbos;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2015;

Gezien het akkoord van de Juridische Dienst over deze overeenkomst op datum van 4/09/2015;

BESLUIT:

Artikel 1

De overeenkomst met de VZW « Les Amis du Scheutbos » goed te keuren en te ondertekenen;

Artikel 2

Een subsidie van 800 euro toe te kennen aan de VZW « Les Amis du Scheutbos » voor de goede opvolging van de biodiversiteit, het informeren en het sensibiliseren van het publiek.

Artikel 3

De uitgave van 800 euro te voorzien op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2015.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de voogdijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0024 **Prévention et Vie Sociale**

Culture - Octroi à l'asbl LAB[au] d'un subside pour le lancement d'un projet d'espace d'exposition et de résidence d'art à Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Vu la demande par laquelle l'asbl « LAB[au] » sollicite un subside de 500,00 EUR pour le lancement d'un projet d'espace d'exposition et de résidence d'art situé rue Vanderstichelen 106 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que des visites d'expositions pourront être organisées pour les Molenbeekois ;

DECIDE :

Article 1

D'octroyer un subside d'un montant de 500,00 EUR à l'asbl « LAB[au] », située rue Vanderstichelen 106 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – Responsable : Madame VERMANG Els – n° d'entreprise : 0475.210.720 - n° de compte BE31 2100 2270 8055 ;

Article 2

D'effectuer le paiement après approbation de la décision ;

Article 3

D'engager la dépense de 500,00 EUR à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'année 2015 ;

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants :

Service de la Culture française,
Service de la Comptabilité,
Service de la Caisse communale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Cultuur - Toekenning aan de vzw. LAB[au] van een subsidie voor de lancering van een project van kunst- en tentoonstellingruimte te Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984, en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Gelet op het verzoek waarbij de v.z.w. «LAB[au]» een subsidie vraagt voor de lancering van een project van kunst-en tentoonstellingruimte gevestigd Vanderstichelenstraat 106 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat, derhalve, de bezoeken van tentoonstellingen gratis voor Molenbeekois zullen zijn ;

BESLUIT :

Artikel 1

Een subsidie voor een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de v.z.w. «LAB[au]», gevestigd Vanderstichelenstraat 106 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Verantwoordelijke Mevrouw VERMANG Els – bedrijfsnummer : 0475.210.720 – rekeningnummer BE31 2100 2270 8055;

Artikel 2

De betaling uit te voeren na goedkeuring van het besluit;

Artikel 3

De uitgave van 500,00 EUR in te schrijven onder artikel 7620/332/02 van de gewone begroting 2015 ;

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten :

Dienst Franse Cultuur,

Dienst Boekhouding,

Dienst Gemeentekas.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0025 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl N.S. Jiu-Jitsu « Youz ».

LE CONSEIL,

Considérant que l'association a pour objectif de promouvoir la réinsertion sociale de jeunes en difficulté ;

Considérant que l'association participe à un stage de perfectionnement en jiu-jitsu Brésilien au Portugal pour une durée d'une semaine durant le mois de septembre ;

Considérant la demande de soutien de l'association ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1

De réserver un subside d'un montant de 750,00 EUR à l'asbl N.S. Jiu-Jitsu « Youz », sise rue Le Lorrain, 41 à 1080 Molenbeek-St-Jean afin de l'aider à la participation au stage;

Article 2

De verser le montant sur le n° de compte BE30 0016 8821 8211 de l'association (n°844.183.872) et d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw N.S. Jiu-Jitsu 'Youz'.

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging als doelstelling heeft de sociale herinschakeling van probleemjongeren te bevorderen;

Overwegende dat de vereniging deelneemt aan een perfectioneringsstage Braziliaanse jiu-jitsu in Portugal voor een duur van een week tijdens de maand september;

Gezien de vraag om steun van de vereniging;
Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1

Een bedrag van 750,00 EUR te reserveren voor de vzw N.S. Jiu-Jitsu 'Youz', gevestigd in de Le Lorrainstraat 41 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek om haar te helpen voor de deelname aan de stage;

Artikel 2

Het bedrag te storten op rekeningnr. BE30 0016 8821 8211 van de vereniging (nr. 844.183.872) en de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0026 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside au club de basket Royal Anciens 13.

LE CONSEIL,

Considérant que le club a organisé les rencontres de demi-finale de la coupe de Brabant, dames et messieurs les 18 et 19 avril 2015;

Considérant que le club a organisé un tournoi pour vétérans, un « match du souvenir » et une journée dédiée aux jeunes les 8, 9 et 10 mai 2015 ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR au club de basket Royal Anciens 13, sis rue de Koninck, 63 à 1080 Molenbeek-St-Jean dans le cadre de la mise en place de ces activités;

Article 2

De verser le montant sur le n° de compte BE45 0013 4843 5089 de l'association (n°0816.749.205) et de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sport - Toekenning van een subsidie aan basketbalclub Royal Anciens 13.

DE RAAD,

Overwegende dat de club op 18 en 19 april de halve finales van de beker van Brabant, dames en heren, heeft georganiseerd;

Overwegende dat op 8, 9 en 10 mei de club een toernooi voor veteranen heeft georganiseerd, een 'herinneringsmatch' en een dag gewijd aan jongeren;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1

Een subsidie van een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan basketbalclub Royal Anciens 13 in de De Koninckstraat 63 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de uitvoering van deze activiteiten,

Artikel 2

Het bedrag te storten op rekeningnr. BE45 0013 4843 5089 van de vereniging (nr. 0816.749.205) en de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

23.09.2015/A/0042 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans,
Conseiller communal GGB-GIC, concernant la généralisation des zones 30 sur le
territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
Gemeenteraadslid GGB-GIC, betreffende de veralgemening van de “zone 30” op
het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans waarvan de tekst volgt:

De schepen van mobiliteit heeft het plan bekend gemaakt om de snelheidsbeperking tot 30 km/u. te veralgemenen op de het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, met die nuance dat de veralgemening van de “zone 30” zou gelden voor de gemeentewegen en niet voor de gewestwegen.

Ik kan dit laatste eventueel begrijpen voor de “grote” gewestwegen zoals de Ninoofsesteenweg en de Gentssesteenweg (althoewel op verschillende gedeelten van deze

wegen ook reeds snelheidsbeperkingen gelden) maar meen dat het geen goed idee is om alle gewestwegen zonder uitzondering uit het plan "zone 30" te weren. Het lijkt me immers veel belangrijker na te gaan of de situatie ter plaatse de invoering van een dergelijke snelheidsbeperking verantwoordt dan zomaar het criterium "statuut van de weg" (gemeente- of gewestweg) in aanmerking te nemen. (Ik maak hierbij abstractie van het feit dat op sommige gedeelten van de voormelde en andere gewestwegen natuurlijk al snelheidsbeperkingen zoals "zone 30" van toepassing zijn).

In dit verband wens ik het voorbeeld van de gewestelijke weg Nijverheidskaai te vermelden : deze eenrichtingsweg begint op het einde van de Ninoofsesteenweg en geeft de mogelijkheid om bij het afslaan naar links de kleine ring te bereiken; wanneer men naar rechts afslaat kan men via het kanaal richting Anderlecht rijden.

Dit gedeelte vangt aan langs een parkje (Driehoeksplein) met speeltuin; even verderop zijn er de sporthal Heyvaert en het huis van de wijk. Er spelen op dit pleintje dagelijks heel wat kinderen. Dagelijks gaan er ook kinderen – uit de wijk maar ook van elders – naar de sporthal en naar het wijkhuis. Sommige automobilisten scheren er met een duizelingwekkende en levensgevaarlijke snelheid langs op het voormelde gedeelte van de Nijverheidskaai (zie ook de bijgevoegde foto's).

Vragen :

1° Aangezien de gemeentelijke politiebevoegdheid zich niet beperkt tot gemeentewegen vraagt de Groep Gemeentebelangen (GGB-GIC) om het voormelde gedeelte van de Nijverheidskaai eveneens toe te voegen aan de wegen waarop de "zone 30" zal gelden. Kunnen uw diensten nagaan op welke andere gewestwegen (of gedeelten ervan) op basis van criteria zoals grote bevolkingsdichtheid, grote aanwezigheid van al dan niet spelende kinderen, enz. eveneens de snelheidsbeperking tot 30 km/u. moet worden ingevoerd ?

2° Het is positief maatregelen te nemen ter verbetering van de verkeersveiligheid zoals, in dit geval, de veralgemening van de "zone 30". Dit volstaat echter niet. Om dergelijke regels effectief te laten zijn is ook vereist dat de uitvoering ervan wordt gecontroleerd en dat de niet-naleving wordt gesanctioneerd. Welke maatregelen zijn voorzien om toe te zien op de naleving van het plan tot veralgemening van de "zone 30" ?

3° Sinds 1 september 2005 is de "zone 30" verplicht in elke schoolomgeving in België. De bedoeling hiervan is natuurlijk om de verkeersveiligheid in de omgeving van de scholen te verhogen. Is, op het grondgebied van onze gemeente, het nodige gedaan om de noodzakelijke signalisatie "zone 30" aan te brengen in de omgeving van elke school ?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans, gemeenteraadslid-fractieleider Groep Gemeentebelangen – Groupe d'Intérêt Communal (GGB-GIC)

De Raad neemt kennis.

23.09.2015/A/0043 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans,
Conseiller communal GGB-GIC, concernant les pages Facebook "I like Molenbeek"
et "I like Molenbeek NL".

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
Gemeenteraadslid GGB-GIC, betreffende de gemeentelijke Facebookpagina's "I

like Molenbeek” en “I like Molenbeek NL”.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt:

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek heeft 2 pagina's op Facebook, te weten “I like Molenbeek” en “I like Molenbeek NL”.

De twee laatste publicaties op de pagina “I like Molenbeek NL” dateren van 2 februari 2015 en 9 december 2014. Men kan het zelfs geen echte publicatie in het Nederlands noemen aangezien een van de publicaties slechts de weergave van de tweetalige affiche voor de kerstmarkt 2014 is. Het maken van een statistiek met het aantal Nederlandstalige publicaties gedurende het gehele jaar 2014 op de NL-pagina is snel gedaan : het gaat om slechts 11 publicaties. Voor het jaar 2015 moeten we zelfs niet gaan tellen want er zijn geen publicaties (zie bijlage I Like Molenbeek NL). Men kan dus stellen dat “I like Molenbeek NL” niet echt een “levendige” Facebookpagina meer is aangezien ze niet meer wordt bijgewerkt en geactualiseerd.

Wanneer we de Facebookpagina “I like Molenbeek” bekijken stellen we daarentegen vast dat er voor het jaar 2015 reeds honderden items op gepubliceerd zijn. Voor bijvoorbeeld de periode van 1 tot 14 september 2015 zijn er 22 publicaties. Al die publicaties zijn uitsluitend in het Frans. Zelfs wanneer een Nederlandstalig initiatief zoals “Brede School Molenbeek” aan bod komt, slaagt men er niet in dit in het Nederlands te omschrijven; ook deze tekst is immers uitsluitend in het Frans (zie bijlage : I like Molenbeek (FR) - Brede School Molenbeek) gesteld.

Enkele bedenkingen hierbij :

1° De opsplitsing van de gemeentelijke publicaties op twee verschillende Facebookpagina's lijkt een beetje op segregatie en draagt zeker niet bij tot de sociale cohesie – in de brede betekenis van het woord – binnen de gemeente. De Groep Gemeentebelangen – Groupe d'Intérêt Communal is geen voorstander van een dergelijk beleid maar pleit daarentegen voor een toenadering en cohesie tussen de verschillende cultuur-, taalgemeenschappen, enz. Er is slechts één gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het is dus ook beter slechts één enkele gemeentelijke Facebookpagina te beheren die zich in de twee officiële talen richt tot de verschillende gemeenschappen.

2° Voor mij is het een beetje eigenaardig dat er op de afzonderlijke NL-pagina eigenlijk geen publicaties (meer) zijn terwijl er op de andere “I like-pagina” honderden publicaties zijn die uitsluitend in het Frans zijn gesteld.

Vragen :

1° Wat is de mening van het College van burgemeester en schepenen over hetgeen voorafgaat ?

2° Kan het College de opdracht geven om de teksten op de gemeentelijke Facebookpagina “I like Molenbeek” voortaan in de twee officiële talen van de gemeente te laten publiceren ?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans, gemeenteraadslid-fractieleider Groep Gemeentebelangen – Groupe d'Intérêt Communal (GGB-GIC)

De Raad neemt kennis.

23.09.2015/A/0044 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans,
Conseiller communal GGB-GIC, concernant les problèmes de propreté publique le

long des voiries régionales sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, Gemeenteraadslid GGB-GIC, betreffende het gebrek aan openbare reinheid op de gewestwegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt:

Het College heeft al een tijd geleden het plan “openbare netheid” gelanceerd met als doelstelling : “een propere gemeente”. Maar zelfs indien alle punten van dit plan zouden gerealiseerd zijn, is dit nog geen garantie dat de doelstelling wordt bereikt. Omwille van de versnippering van de bevoegdheden, is de gemeente immers niet de enige overheid die bevoegd is op het vlak van de openbare netheid. Aldus is het gewestelijk agentschap Net Brussel voor die problematiek blijkbaar bevoegd op de gewestwegen. We stellen vast dat de netheid op de gewestelijke wegen op het grondgebied van onze gemeente echter vaak te wensen overlaat. Als voorbeeld vermeld ik hier het “stukje” Nijverheidskaai dat vanaf de Heyvaertstraat in Sint-Jans-Molenbeek naar kleine ring op het grondgebied van Brussel-stad leidt. Op het voetpad langs deze weg vindt men dagelijks (!) nieuw vuilnis, in alle vormen, in alle formaten. Ik voeg hier enkele foto's bij ter illustratie : foto's 1 en 2 zijn genomen op 7 september jl.; foto's 3, 4 en 5 op 15 september jl.

Op de website van Net Brussel staat te lezen :

« Onze ploegen reinigen dagelijks :

gewestelijke en supra-gemeentelijke wegen (410 km)

- op weekdagen : van 5 uur 's morgens tot middernacht*
- in het weekend : van 6.30 tot 20 uur*

schijnwerperzones (gekenmerkt door meer passage) :

- non-stop reiniging, de hele dag door*
- 5 à 7 dagen per week »*

Ik kan mij moeilijk voorstellen dat dit overeenstemt met de werkelijkheid op voormeld gedeelte van de Nijverheidskaai en, bij uitbreiding, op gedeelten van andere gewestelijke wegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek. Het vuilnis blijft er immers vaak dagen, zo niet langer, liggen.

Een buur heeft over die onophoudelijke aanwezigheid van grof en minder grof vuilnis reeds talloze mails gestuurd naar minister-president Rudi Vervoort en staatssecretaris Fadila Laanan, die binnen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd zijn voor de openbare netheid en de vuilnisophaling, en naar Net Brussel. In deze mails stonden ook telkens de burgemeester, de schepen van openbare reinheid en ikzelf in cc. (Onze geciteerde gemeentelijke bewindslui met een e-mailadres “@molenbeek.irisnet.be” kunnen aldus bijvoorbeeld gemakkelijk de desbetreffende mails van 6 januari 2014, 6 juli 2015, 23 juli 2015, 24 juli 2015, enz. gemakkelijk

terugvinden in hun mailbox in de veronderstelling natuurlijk dat alle mails niet plotseling uit hun mailbox verwijderd zijn; het zou niet de eerste Molenbeekse (ex-)bewindsman zijn die dit overkomt). Indien gewenst kan ik de foto's, bij die mails, ter illustratie van het reeds lang aanslepende probleem ook nog doorsturen. Er kwam nooit een antwoord op de voormelde mails, laat staan dat er iets werd gedaan aan de situatie zelf. Daarnaast heb ik zelf ook nog afzonderlijke acties ondernomen om hiervoor enige aandacht te vragen.

Dit gezegd zijnde hoop ik dat iedereen nu heeft begrepen hoe de stoep van dat stukje Nijverheidskaai er continu zeer smerig bijligt.

Vooraleer enkele concrete vragen te stellen wil ik er volledigheidshalve nog aan toevoegen dat er geen woningen staan langs dit gedeelte van de Nijverheidskaai. Mijn buur in kwestie woont er niet en ik zelf ook niet. Het gaat hier wel over een stukje weg waarlangs dagelijks duizenden voertuigen de stad inrijden en het voetpad wordt er, eveneens dagelijks, gebruikt door honderden buurt- en andere bewoners op weg naar hun werk, naar school, enz. Benevens de erbarmelijke toestand als dusdanig is er dus ook een zeer grote imago-schade voor Molenbeek waarover velen denken dat het toch maar een vuile gemeente is; maar misschien is dit laatste toch maar bijkomstig...

Vragen :

1° Het getuigt niet van goed bestuur wanneer een verantwoordelijke burger geen antwoord krijgt van de bevoegde staatssecretaris, zeker niet na talloze mails. Daarom vraag ik dat de gemeente, als eerste overheid "dichtbij de burger", in casu de bevoegde schepen, de bevoegde gewestelijke overheden contacteert zodat de vuile gedeelten van de gewestelijke wegen op het grondgebied van onze gemeente er eindelijk proper zouden bijliggen. Kan u mij ook informeren over de stappen die u hiervoor zal zetten, alsook van de eventuele antwoorden en andere reacties van de bevoegde hogere overheden ?

2° Kan de gemeente, niettegenstaande het hier om een gewestweg gaat, camera's plaatsen op voormeld gedeelte van de Nijverheidskaai ? Dit zou niet alleen een ontradend effect hebben ten aanzien van sluikstorters maar zou ook de veiligheid in het algemeen in dit stukje "niemandsland" sterk vergroten.

3° Aangezien dit "stukje" Nijverheidskaai deels op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek ligt en deels op dat van Brussel-stad, vraag ik dat u hierover ook contact zou opnemen met de bevoegde schepen van Brussel-stad ?

4° Kan u voor de drie eerste vragen gelijkaardige initiatieven nemen voor de andere gewestelijke wegen, of gedeelten ervan, waar de vuilnisproblematiek zich blijft opstapelen ?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans, gemeenteraadslid-fractie leider Groep Gemeentebelangen – Groupe d'Intérêt Communal (GGB-GIC)

De Raad neemt kennis.

23.09.2015/A/0045 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Ait Jeddig,
Conseiller communal ISLAM, concernant l'installation d'un abattoir provisoire sur
le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, dont le texte suit:

Monsieur, le président du conseil,

Je désire pour la séance communale du 23/09/2015 introduire une interpellation/questions dont texte ci-après:

Mon interpellation concerne l'installation de l'abattoir provisoire sur notre territoire communal.

D'avance le mouvement ISLAM félicite les autorités communales et les autorités bruxelloises de ne pas avoir suivi les régions flamande et wallonne dans leur interdiction d'organiser des abattages rituels donc sans étourdissement dans les abattoirs provisoires.

Nous fêtons Laïd El Kebir ou Laïd El Adha ce 23 ou 24/09/2015. C'est un moment important pour le million cent mille musulmans de notre pays (10% de la population). Les musulmans de notre pays et d'ailleurs, en fraternité avec les pèlerins de la Mecque, célèbrent le sacrifice extraordinaire qu'Abraham avait fait sur ordre de son Créateur (n'en déplaise aux évolutionnistes). C'est un moment de convivialité, de fraternité et de partage. C'est un événement dont l'importance est équivalente, pour les musulmans, à la fête de Noël pour nos amis chrétiens.

Mais voilà que des décideurs politiques, incapables de résoudre les problèmes de nos citoyens et de répondre aux défis de notre temps, assis au fond de leur cabinet, n'ont rien d'autre à faire que de chercher des artifices pour occuper les citoyens de notre pays. L'aile islamophobe de la NVA, soutenue par les progressistes du SPA, a parlé: "Il faut interdire l'abattage rituel selon le rite musulman dans les abattoirs provisoires" et d'ajouter "cette interdiction nous la généraliserons". Ceux-là mêmes qui veulent en finir avec la Belgique de papa et sortir de l'Europe, invoquent une directive européenne pour justifier leur décision! Et la Région wallonne par mimétisme interdit également l'abattage rituel sans étourdissement dans les abattoirs provisoires. Le coq wallon déplumé par la nouvelle loi de refinancement et le lion des Flandres gonflé par son orgueil ont trouvé une cible commune: la communauté musulmane. L'unité de notre pays est sauve.

Au niveau européen, la directive 93/119/CE pour la protection animale a été récemment renforcée par le règlement 1099/2009 qui rend plus contraignant l'usage de l'étourdissement avant la mise à mort de l'animale destiné à la consommation. Néanmoins dans l'article 18 du règlement européen, les dérogations pour les abattages rituels existent toujours et il appartient à chaque Etat membre de prévoir dans sa législation des exceptions en tenant compte de la liberté de culte qui est écrite dans sa constitution comme c'est le cas dans la constitution belge (voir article 19 de la constitution belge).

Sur le plan des droits de l'homme, ce règlement européen fait clairement référence à l'article 10 de la charte des droits fondamentaux de l'UE pour appuyer les dérogations pour les abattages rituels : rite musulman et rite israélite notamment et des dérogations également prévues pour les expériences scientifiques, pour la chasse, pour certaines joutes sportives telle que la tauromachie,...

Derrière ces interdictions, des associations telle que GAIA sont très active. GAIA est une association dont l'objectif est de lutter contre la souffrance animale, C'est louable d'ailleurs au mouvement ISLAM nous sommes contre toutes formes de souffrances animales comme humaine. Pour ce qui des rites religieux, GAIA mène un combat clairement idéologique. Cette association met sur son site des vidéos de personnes non compétentes pour exécuter des sacrifices. Ceci dit il est vrai que le sacrifice doit être effectué par des personnes compétentes et formées pour exécuter les abattages rituels selon le rite musulman. Je suis d'avis qu'elles doivent être en possession d'un certificat ou d'un diplôme mentionnant leur qualité de sacrificateur selon le rite musulman. Et je

souligne que l'abattage selon le rite musulman se pratique sans étourdissement quelle que soit la technique d'étourdissement.

Récemment de nombreuses manifestations agricoles ont eu lieu mettant en évidence les problèmes dans ce secteur et cette interdiction ne va certainement pas dans le sens souhaité par nos éleveurs. Pour eux ce sera un manque à gagner. Les musulmans et la communauté Israélite devront envisager d'importer de la viande comme c'est déjà le cas en Suisse par exemple.

Donc voilà suite à cette interdiction discriminatoire et stigmatisant la communauté musulmane et israélite de notre pays, je pose quelques questions:

1) Pouvez-vous certifier aux citoyens musulmans des communes pouvant utiliser l'installation temporaire d'abattage situées dans notre commune (communes de M-S-J, de B-S-A, de Jette, de Koekelberg et de Ganshoren) que les abattages se font sans étourdissement ?

2) Combien de moutons ont été sacrifiés en 2014 dans l'abattoir provisoire situé dans notre commune ?

3) Quel est le rapport recettes/dépenses pour cet événement de 2014 ?

4) Quelle en est l'évaluation ?

5) Pour l'année 2015 :

a) Le nombre d'autorisations a été réduite est-ce en prévision d'une demande moins importante ou tout autre motif ?

b) Les demandes devaient être effectuées le vendredi 18 septembre et le lundi 21 septembre pouvez-vous me dire le nombre de demandes et le nombre d'autorisation données par l'administration communale.

6) En tant que pouvoir politique local, estimez-vous que l'argument utilisé pour justifier l'interdiction de l'abattage rituel selon le rite musulman est pertinent? Où est-ce une pure décision politique?

7) Selon vous, d'autres raisons autres que le bien-être animal, peuvent-elles justifier cette décision? Par exemple la qualification du personnel, dérangement du voisinage,

...

8) En tant qu'élus locaux prendrez-vous l'engagement de défendre vos citoyens musulmans si cette interdiction devait être suivie par notre autorité politique régionale et généralisée?

9) L'image de notre commune a été ternie ces derniers temps dans les médias, ne pensez-vous pas que cette interdiction si elle devait se généralisée est de nature à pousser certains individus vers l'extrémisme mettant ainsi en danger nos valeurs démocratiques?

Je m'en tiendrai à ces quelques questions,

Bien à vous,

Lhoucine Ait jeddig du mouvement ISLAM

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig,

Gemeenteraadslid ISLAM, betreffende de installatie van een tijdelijk slachthuis op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad neemt kennis.

23.09.2015/A/0046 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Bastin, Conseillère communale MR, concernant les économies d'énergie.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Madame Bastin, dont le texte suit :

Depuis plusieurs mois, je dirais même plusieurs années, l'augmentation des tarifs énergétiques est à l'ordre du jour : électricité, gaz et eau.

Le Cpas est devenu le miroir des difficultés des Molenbeekois à assumer ces augmentations tarifaires. Chaque mois, des centaines de Molenbeekois sont signalés comme débiteurs de montants importants. Le service médiation de dettes les prend en charge.

Notre échevine Mme Gadaleta avait déjà proposé des commandes groupées pour obtenir des tarifs avantageux mais c'est la prévention aux dépenses énergétiques qui me paraît essentielle pour réduire les coûts. Des fonds sociaux alloués par Electrabel et Hydrobru permettent des aides financières aux allocataires après enquête et accord des comités. Il me semble qu'il serait donc utile de sensibiliser tous les Molenbeekois aux économies à faire en appliquant des conseils de prévention.

Bien sûr, il y a des journées «énergie» prévues par le Cpas mais elles ne sont signalées qu'aux allocataires. Nous avons à notre disposition le journal «Molenbeek Info », outil de communication qui s'adresse à tous les habitants. Pourquoi ne pas insérer une page avec des conseils de prévention rédigés dans un texte simple, clair, déchiffrable par le plus grand nombre et qui permettrait de toucher une majorité des habitants.

Une telle campagne permettrait à chaque famille, par des aménagements de bon sens ou des gestes simples, de faire des économies substantielles bénéfiques pour eux et pour les finances publiques.

Pourquoi ne pas imaginer de créer autour de thèmes « économies sur l'énergie » une sensibilisation de longue durée dans les écoles : enfants et parents auraient un même message et Molenbeek Info donnerait un signal positif, transversal et durable.

Chasse aux gaspi et économies par tous seraient un pas dans la lutte citoyenne contre la pauvreté.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Bastin,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de energiebesparingen.

De Raad neemt kennis.

23.09.2015/A/0048 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Développement urbain - Contrat de quartier Cinéma Belle-Vue - FEDER 2013 -
PGV - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries
Bellevue angle des 31-37 Quai du Hainaut et 43 rue Evariste Pierron à 1080
Bruxelles - Adaptation de la dépense.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu la notification du 28 novembre 2008 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale octroyant une subvention de 2.750.000,00 euro à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la mise en oeuvre de son projet « Espace Hôtelier Bellevue » dans le cadre de la programmation Feder 2013 (Projet P22-14) ;

Vu la notification du 01/09/2008 de la décision du Gouvernement fédéral du 22 juillet 2008 acceptant l'avenant 2008 à la convention 2005-2007 de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un nouveau projet « 1.1.2 Espace Hôtelier Bellevue » pour un montant d'investissement de 400.000 euros ;

Vu la notification du 01/06/2009 de la décision du Gouvernement fédéral du 03 avril 2009 acceptant la convention « Contrat Ville Durable 2009 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 1.100.000 euros, dont minimum 370.000 euros pour l'opération « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Vu la notification du 23/07/2010 de la décision du Gouvernement fédéral du 25 juin 2010 acceptant la convention « Avenant 2010 au Contrat Ville Durable 2009 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 50.000 euros, dont minimum 25.000 euros pour l'opération « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Vu la notification du 7 mars 2011 de la décision du Gouvernement fédéral du 3 décembre 2010 acceptant la convention « Avenant 2011 à l'Avenant Ville Durable 2010 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 2 fois 12.500 euros, dont minimum 2 fois 6.250 euros pour l'opération « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Vu la décision du 10/12/2009 du Gouvernement régional approuvant le programme quadriennal de revitalisation des quartiers « Cinéma Belle- Vue » pour un montant global de 10.892.662 € à charge de la Région (dont l'opération n° 5a.6 pour la réhabilitation partielle de l'ancien site industriel « Brasseries Bellevue » - opération « Espace hôtelier Bellevue » / budget : 350.000 €)

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 353.043,00 € au Maître d'Ouvrage, Commune de Molenbeek-Saint-Jean, relative au projet Bâtiment exemplaire « Quai du Hainaut » pour l'année budgétaire 2011 ;

Vu la décision du Conseil Communal en date du 16 février 2012 décidant entre autres :

- D'approuver la nouvelle estimation des travaux de réhabilitation partielle d'un ancien site industriel – Site des Brasseries Bellevue angle des 31- 37 Quai du Hainaut et 43 rue Evariste Pierron' pour un montant de € 5.175.000,00 Hors TVA soit € 6.261.750,00 TVA comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 mars 2012 décidant entre autres :

- de désigner et de passer commande à l'entreprise DEMOCO sa des travaux de rénovation « basse énergie » d'un bâtiment industriel et construction d'un hôtel « passif » sur une partie du site des Brasseries Belle-Vue angle des 31-37 Quai du Hainaut et 43 rue Evariste Pierron pour un montant de 4.764.666,99 euros Hors TVA soit 5.765.247,06 euros TVAC ;

- D'engager un montant de 6.505.000,00 euros (5.400.000,00 à l'article 9302/731/60, 1.000.000,00 euros à l'article 9301/731/60 et 105.000,00 euros à l'article 9304/731/60) du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés par le FEDER 2013, dans le cadre du contrat de quartier Cinéma

Belle-Vue, par PGV et le solde par des fonds d'emprunt et le solde par des fonds d'emprunt ;

Vu la décision du Conseil Communal en date du 11 novembre 2014 décidant:

- D'engager un montant supplémentaire de 751.207,57 euros à l'article 9301/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de FEDER 2013, CQ Cinéma Belle-Vue, PGV, Prime énergie et le solde par des fonds d'emprunt.

Considérant que les dépenses actuelles de ce projet sont financées par:

- FEDER à 26,95%
- PGV (2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015) à 21,35%
- le Contrat de Quartier (Cinéma Bellevue) : part régionale à 5,01% et part communale à 0,56%
- les primes énergie et BATEX estimées à 3,93%
- la récupération TVA estimée à 7,54 %
- un apport privé de 0,03%
- des fonds d'emprunt de 34,63%;

Considérant qu'à ce jour, tenant compte des travaux supplémentaires à prévoir, le total des dépenses est de 7.454.621,79 euros TVAC ;

Considérant que le montant engagé à ce jour est de 7.250.247,06 euros ;

Considérant que la différence à ce jour est de 204.374,73 euros ;

Considérant que le montant estimé des décomptes à prévoir est de 295.091,21 euros ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'engager un montant supplémentaire de 530.000,00 euros en fonction de la finalisation des travaux ;

Considérant que les montants des décomptes relatifs aux modifications ou à l'aménagement complémentaire de l'hôtel sont le résultat des décomptes toujours en discussion avec l'entreprise générale, des demandes des gestionnaires futurs, de l'aménagement intérieur de l'hôtel et de diverses adaptations indispensables de fin de chantier ;

Considérant que ce montant complémentaire sera couvert à 100% par les subsides supplémentaires octroyés dans le cadre de PGV ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'engager un montant supplémentaire de 530.000,00 euros à l'article 9304/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de PGV.

Copie de la présente sera transmis à : B4, B6 et pouvoirs subsidants.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Stedelijke ontwikkeling - Wijkcontract Cinema Bellevue - EFRO 2013 - GSB -

Gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Site van Brouwerij

Bellevue op de hoek van de Henegouwenkaai 41-43 met de Evariste Pierronstraat 1 te 1080 Brussel - Aanpassing van de uitgave.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gezien de betekening van 28 november 2008 van het besluit van de Regering van het Hoofdstedelijk Brussels Gewest dat een subsidie toekent van 2.750.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de uitvoering van haar project « Espace Hôtelier Bellevue » in het kader van het programma Efro 2013 (Project P22-14) ;

Gezien de betekening van 01/09/2008 van de beslissing van de Federale Regering van 22 juli 2008 die het aanhangsel 2008 aanvaardt bij de overeenkomst 2005-2007 van het Grootstedenbeleid met de invoering van een nieuw project « 1.1.2 Espace Hôtelier Bellevue » voor een investeringsbedrag van 400.000 EUR ;

Gezien de betekening van 01/06/2009 van de beslissing van de Federale Regering van 03 april 2009 die de overeenkomst « Overeenkomst Duurzame Stad 2009 » van het Grootstedenbeleid aanvaardt met invoering van een project « 5. Ingrepen met het oog op het intensifiëren van “de economische mechanismen over het gemeentelijk grondgebied » voor een investeringsbedrag van 1.100.000 EUR, waarvan minstens 370.000 EUR voor ingreep « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Gezien de betekening van 23/07/2010 van de beslissing van de Federale regering van 25 juni 2010 dat de overeenkomst « Aanhangsel 2010 bij Overeenkomst Duurzame Stad 2009 » van het Grootstedenbeleid aanvaardt met invoering van een project « 5. Ingrepen met het oog op het intensifiëren van “de economische mechanismen over het gemeentelijk grondgebied » voor een investeringsbedrag van 50.000 EUR, waarvan minstens 25.000 EUR voor ingreep « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Gezien de betekening van 7 maart 2011 van de beslissing van de Federale regering van 3 december 2010 dat de overeenkomst « Aanhangsel 2011 bij het Aanhangsel Duurzame Stad 2010 » van het Grootstedenbeleid aanvaardt met invoering van een project « 5. Ingrepen met het oog op het intensifiëren van “de economische mechanismen over het gemeentelijk grondgebied » voor een investeringsbedrag van 2 maal 12.500 EUR, waarvan minstens 2 maal 6.250 EUR voor ingreep « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Gezien de beslissing van 10/12/2009 van de Gewestelijke regering houdende goedkeuring van het vierjarenprogramma van de herwaardering van de wijken « Cinema Belle-Vue » voor een totaalbedrag van 10.892.662 EUR ten laste van het Gewest (waarvan ingreep nr. 5a.6 voor de gedeeltelijke renovatie van de voormalige industriële site « Brouwerij Bellevue » - ingreep « Espace hôtelier Bellevue ». / budget : 350.000 EUR);

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een subsidie toekent van 353.043,00 EUR aan de Bouwheer, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, betreffende het project Voorbeeldgebouw “Henegouwenkaai” voor het begrotingsjaar 2011;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16 februari 2012 houdende beslissing onder andere:

- De nieuwe raming voor de werken voor de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site – Bouwerij Bellevue-site op de hoek Henegouwenkaai 31-37 en de Evariste Pierronstraat 43 voor een bedrag van 5.175.000,00 EUR btw excl. hetzij 6.261.750,00 EUR btw incl.;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen op 14 maart 2012 houdende beslissing onder andere:

- De onderneming DEMOCO nv aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor de “lage energie” renovatiewerken van een industrieel gebouw en de bouw van een “passiefhotel” op een gedeelte van de Brouwerij Bellevuesite op de hoek Henegouwenkaai 31-37 en de Evariste Pierronstraat 43 voor een bedrag van 4.764.666,99 EUR btw excl. hetzij 5.765.247,06 EUR btw incl.;

- Een bedrag vast te leggen van de 6.505.000,00 EUR (5.400.000,00 op artikel 9302/731/60, 1.000.000,00 EUR op artikel 9301/731/60 en 105.000,00 EUR op artikel 9304/731/60) van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en de uitgave

te dekken door de subsidies toegekend door EFRO 2013, in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue en door het Grootstedenbeleid, en het saldo door leningsgelden ;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 11 november 2014 houdende beslissing:

- De bijkomende uitgave van 745.000,00 EUR (hetzij 615.702,45 EUR btw excl en 129.297,52 EUR btw (21%)) te financieren door de toegekende subsidies in het kader van EFRO 2013, wijkcontract Cinema-Bellevue, het Grootstedenbeleid, de energiepremies, de ontvangen huren voor het gebruik van de casco ruimten, en het saldo door leningsgelden ;

Overwegende dat de huidige uitgaven van dit project gefinancierd worden door:

- EFRO aan 26,95%
- Grootstedenbeleid (2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015) aan 21,35%
- Wijkcontract (Cinema Bellevue) : gewestelijk gedeelte aan 5,01% en gemeentelijk gedeelte aan 0,56%
- door de energie- en Voorbeeldgebouwpremies aan 3,93%
- door de recuperatie van de btw die geraamd is op 7,54 %
- door een private inbreng van 0,03%
- door leningsgelden van 34,63%;

Overwegende dat heden, rekening houdende met de bijkomende werkzaamheden, het totaal van de kosten 7.454.621,79 EUR incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat het ingeschreven bedrag tot heden 7.250.247,06 euros is;

Overwegende dat het verschil heden 204.374,73 EUR bedraagt;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de te voorziene afrekeningen 295.091,21 EUR bedraagt;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot de inschrijving van een bijkomend bedrag van 530.000,00 EUR in functie van de beëindiging van de werkzaamheden;

Overwegende dat de bedragen van de afrekeningen betreffende de wijzigingen of de bijkomende inrichting van het hotel het resultaat zijn van de afrekeningen waarover nog steeds gediscussieerd wordt met de algemene onderneming, aanvragen van de toekomstige beheerders, de binneninrichting van het hotel en diverse noodzakelijke aanpassingen van het einde van de werf;

Overwegende dat het aanvullende bedrag aan 100% gedekt wordt door de bijkomende subsidies die zijn toegekend in het kader van het Grootstedenbeleid;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel

Een bijkomend bedrag van 530.000,00 EUR in te schrijven in artikel 9301/731-60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en de kosten te dekken via subsidies toegekend in het kader van het Grootstedenbeleid.

Kopie van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan : B4, B6 en de subsidiërende overheden.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Levée de la séance à 21:20
Opheffing van de zitting om 21:20

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le président du Conseil suppléant,
De Voorzitter Plaatsvervanger,

Jacques De Winne

Luc Léonard